

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Tout réside dans le casting

Dans la vie, ce qui compte c'est le cerveau : intelligence, expérience, connaissance, compétence, capacité de voir, de distinguer, de juger, d'anticiper

La première femme Premier ministre de l'histoire du Congo. Il faut féliciter Mme Judith Suminwa Tuluka. Elle a percé le plafond de verre. Mais dans la vie, ce qui compte, ce n'est pas le genre féminin ou masculin. Homme ou femme, on est tous des hommes, dit-on. Des humains. Avec nos hauts et nos bas, nos qualités et nos défauts. Dans la vie, ce qui compte, c'est le cerveau : l'intelligence, l'expérience, la connaissance, la compétence. La capacité de voir, de distinguer, de juger, d'anticiper. Et, dans la vie, le tempo a un rôle. La politique est un mandat, la politique a une mission. Qui, à ce stade ? Quoi à ce stade ? Pourquoi à ce stade ? N'oublions rien : tout aujourd'hui est l'Est. Tout aujourd'hui est la Défense. Il faut au Congo revendiquer son Respect. Dans la vie, il existe des échecs. Ils sont plus que les réussites. Que l'on soit homme ou femme, tous connaissent



Nommée le 1er avril 2024 par ordonnance présidentielle, Mme Judith Suminwa Tuluka est la nouvelle Première ministre du pays. Un événement historique pour la femme et pour le Kongo Central, sa province d'origine. DR.

des échecs et des réussites. Tous ont connu des échecs et des réussites. La France a connu deux femmes Premier ministre Édith Cresson, elle a succédé à un homme Michel Rocard. Une Socialiste. Elisabeth Borne, elle a succédé à un homme Jean Castex. Une Socialiste. Aucune n'a marqué l'Histoire. Le Royaume-Uni a connu deux femmes au cours des dernières décennies : Margaret Thatcher, Première ministre; Élisabeth II, Reine d'Angleterre. Deux conservatrices. Elles ont marqué l'Histoire et le monde. Mme Judith Suminwa Tuluka, notre Première ministre, par son cursus, par ce que le Congo voit, par ce que le Congo entend, inspire confiance. Elle a l'intelligence, l'expérience, la connaissance, la compétence. Reste le casting qu'elle saura/devra faire, ce qui lui permettra de mettre en place une équipe. Tout est dans le casting. Tout. Bonne chance Maman Première Ministre. Que vive le Congo.

@KKMTRY

La Première ministre met la pression sur ses interlocuteurs

Elle a hâte à commencer à marquer son territoire. Nommée le 1er avril 2024, la Première ministre Judith Suminwa Tuluka a échangé ces dernières heures avec nombre des parties prenantes : Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, l'ancien Premier ministre à la tête du regroupement Dynamique Agissons et Bâtissons; Modeste Bahati Lukwebo, AFDC ;

Augustin Kabuya Tshilumba, UDPS ; Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi, UNC; Jean-Pierre Bemba Gombo MLC, Christophe Mboso N'Kodia Pwanga, CRD. Tous membres du présidium de l'Union Sacrée de la Nation. Viendront cette semaine les chefs des regroupements de la coalition majoritaire. À chacune des délégations, la Première ministre a déployé son mode de travail,

donné les directives en vue de la formation du gouvernement à venir mettant l'accent sur la réduction du train de vie des institutions. La fin de ces consultations est prévue pour le 19 avril. Petit florilège de déclarations au sortir de ces rencontres. La Première Ministre « a noté l'importance de choisir des individus expérimentés et intègres, tout en promouvant l'inclusion des femmes

et des jeunes ». (...) « Selon le vœu du Président de la République, il faut des personnes expérimentées avec une forte probité et surtout des personnes qui remplissent des cas du genre et de la jeunesse ». (...) « Elle est déterminée. Elle connaît ce qu'il faut faire pour la guerre, pour la gouvernance du pays. On doit aller vite » (...) Elle intégrera dans son équipe « des personnalités de grande

probité et dotées de compétences éprouvées » (...). « Il n'y a pas double travail avec le travail de l'informatique parce que chacun a son cahier des charges. Mme Suminwa assume ses prérogatives constitutionnelles, en procédant à des consultations en vue de former le gouvernement ». « À ce jour, il faut éviter d'entretenir la confusion. La Première ministre est en train de former le gou-

vernement qu'elle va diriger. Personne ne peut faire partie du gouvernement si elle ne l'accepte pas en tant que chef de l'Exécutif ». (...). « Elle est une femme avec un background. Nous pensons que notre pays avec ses ressources naturelles et humaines, si nous donnons la chance de gouverner à Mme Suminwa, sans beaucoup d'interférence, elle va apporter le changement ». Connue pour être

technocrate, elle Première ministre « n'entend pas se soumettre au rythme des politiques ». Selon l'Agence congolaise de presse, ACP, la Première ministre a mis la pression par ces mots prononcés lors de ses échanges : « Ne me faites pas tarder ». Ces membres du présidium de l'Union Sacrée ont été reçus séparément personnellement et, plus tard, elle a organisé une sorte de plénière.

Dans une interview à trois médias occidentaux, Félix Tshisekedi fait part de sa détermination face au Rwanda

Saura-t-on ? Saura-t-on jamais ? D'où est parti le fake diffusé par la radio publique belge francophone sur la présence du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à Kigali à la commémoration du génocide des Tutsis rwandais ? « La nouvelle » ayant été diffusée alors que le Président de la République venait de quitter la Capitale sans que ses services n'annoncent rien, et alors que le président sud-africain Cyril Ramaphosa dont des forces se trouvaient dans le Kivu aux côtés des FARDC, se trouvait à Kigali, nul n'aurait pu exclure l'hypothèse d'un tête-à-tête entre les deux personnalités. Fallait-il que ce tête-à-tête ait lieu au Rwanda, le pays de Paul Kagame ?

Le 7 avril, sur son compte X (Twitter @TinaSalama2), Tina Salama, la porte-parole officielle du Chef de l'État a démenti. « Le Président de la République Félix Tshisekedi n'a pas fait le déplacement à Kigali pour participer à la commémoration du génocide contrairement à ce que a été diffusé sur la @RTBF » (...). Sans cependant être précise. « Il effectue plutôt un déplacement à l'étranger pour des dossiers urgents liés au pays ». Selon des informations du Soft International, le Chef de l'État qui est revenu le week-end à Kinshasa, n'avait pas fait le déplacement de Kigali. Il avait voulu prendre trois ou quatre jours, loin des dossiers. Certainement pas sur le continent européen. Ne dit-on pas que «le corps est un corps. Il a besoin d'un moment de répit...» ? Sur les relations avec Kigali, dans une interview accordée à trois médias occidentaux (l'édition Afrique du quotidien français Le Monde, la radio française Radio France, le quotidien économique américain, Wall Street Journal), le Président de



Face au Rwanda, Félix Tshisekedi est toujours le même. «Accepter le dialogue n'est pas signe de faiblesse». DR.

la République est le même, toujours aussi intraitable. Il critique la présence des forces rwandaises sur le territoire congolais, l'appui de Kigali à la rébellion du M23, un groupe armé activement soutenu par le Rwanda, selon divers rapports des experts des Nations unies et qui a fait alliance, le 15 décembre 2023, avec un autre mouvement rebelle en créant une alliance appelée, AFC, Alliance Fleuve Congo. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo dénonce la « complicité de la communauté internationale » dans ce conflit armé. Sur la déclaration de guerre annoncée par le Président de la République, « à la moindre escarmouche », réponse du Chef de l'État : « Oui, mais il y a eu depuis une intense activité diplomatique - pour ne pas dire des pressions sur la RDC - pour laisser une chance à la paix. Je n'emprunte pas cette voie par faiblesse, mais avec l'espoir qu'elle aboutira à quelque chose. Les provocations de Paul Kagame, le président rwandais, sont nombreuses, sa manipulation et ses mauvaises intentions ne font pas l'ombre d'un doute. C'est la voie de la dernière chance, au-delà de

laquelle nous répondrons aux escarmouches, parce que nous en avons les moyens ».

Vous refusez de négocier avec les insurgés, et n'acceptez de le faire qu'avec votre homologue rwandais. Est-ce qu'une rencontre avec Paul Kagame est prévue ?

C'est possible. Cela dépendra de la démarche qui est en cours actuellement. Le président angolais (João Lourenço) a été désigné par l'Union Africaine comme médiateur de cette crise. Je préfère ne pas spéculer sur ce qui va arriver ou pas.

Comment comprendre l'absence de progrès des opérations militaires congolaises et la progression du M23, épaulé par l'armée rwandaise ?

Il faut relativiser. C'est peut-être le cas sur certains axes, mais sur d'autres, nous les repoussons. Et ils ont compté beaucoup de morts dans leurs rangs. Mais cette guerre nous empêche de continuer les réformes de notre armée. Celle dont j'ai écrite était truffée de rebelles qui ont été intégrés après la signature d'accords pour résoudre les précédentes crises

impliquant des groupes armés, soutenus par le Rwanda. Cela explique les vraies difficultés que nous avons aujourd'hui. Nous devons séparer le bon grain de l'ivraie. Il y a des traîtres dans notre armée. Pas uniquement des rwandophones, il y a aussi des Congolais d'autres expressions linguistiques. Nous nous battons aujourd'hui à la fois contre un ennemi visible, le Rwanda, et un invisible, ceux qui ont infiltré nos rangs.

La RDC a fait appel à deux sociétés militaires étrangères privées, Congo Protection et Agemira, dirigée par un Français, Olivier Bazin, officiellement pour former ses soldats. Vos adversaires disent que vous avez recours à des mercenaires. Quelle est la différence ?

La différence, c'est que les mercenaires se battent et sont payés pour ça. Tandis que les sociétés d'instructeurs renforcent les capacités sur le terrain. Il leur arrive d'être sur le théâtre des opérations, mais ils ne se battent pas.

Ces sociétés appuient-elles et forment-elles aussi les milices appelées «Wazalendo», alliées de l'armée congo-

laise ?

Elles ont un contrat avec l'État congolais et ne sont pas là pour entraîner les Wazalendo. (Ces derniers) sont des compatriotes de l'Est de la RDC, qui ont décidé de prendre les armes pour défendre leur communauté. Cela ne date pas de mon avènement. Au moment de leur création, l'armée ne faisait rien pour les protéger. Nous devons les valoriser et les canaliser. Ce sont des vaillants guerriers, mais ils n'ont pas suivi de formation. Il peut y avoir des atrocités, des débordements.

Ces milices pro-gouvernementales enrôlent pourtant des enfants-soldats.

Voilà pourquoi j'ai parlé d'encadrement. Mais arrêtez de regarder cette situation comme étant une situation normale, nous sommes ici dans un monde irréel. Certains d'entre eux ont vu leurs parents se faire violer, d'autres se faire massacrer ou décapiter. Ce ne sont pas des gens qui raisonnent comme vous et moi. Mettez-vous à leur place un seul instant. Ils se défendent avec tout ce qu'ils ont pour le faire. Il faut juger les agresseurs, ceux qui les poussent à entrer dans cet état.

Arrêtez vos regards occidentaux qui commencent à agacer les Africains, Vous les jugez en disant qu'il y a des normes internationales. Mais ils sont dans un tel état d'esprit qu'ils n'obéissent plus à rien, y compris à nous-mêmes. J'ai mis beaucoup de temps à établir un contact avec eux, à cause de la politique de bon voisinage que j'ai menée au début de mon premier mandat. Les Wazalendos m'ont considéré comme un traître pendant au moins trois ans. C'est lorsque cette politique a échoué, à cause, évidemment, du comportement du Rwanda, que j'ai basculé dans le camp du radicalisme.

Comment jugez-vous la réaction de la communauté internationale ?

Je vais être très dur : c'est de la complicité. Quand on a accusé Kagame de piller les ressources de la RDC, il a affirmé lui-même que ces dernières prenaient la direction d'autres pays et qu'elles étaient transformées là-bas. Ces pays font donc du recel.

Vous pouvez les nommer ?

J'ai juste retenu que le Rwanda n'était pas seul responsable des

malheurs du Congo.

Les condamnations Internationales de l'action du Rwanda dans l'Est de la RDC ne suffisent-elles pas ?

Savez-vous combien de sanctions il y a eu dans le cas de la Russie et de l'Ukraine ? Je ne sais même plus. À la mort (de l'opposant russe) Alexei Navalny, il y en a eu 500 prises aux États-Unis. Pour un individu. Au Congo, il y a eu 10 millions de morts. Combien de sanctions contre le Rwanda ? Zéro. Et quand Kagame vient en Europe, on lui déroule encore le tapis rouge.

Le 27 mars, vous avez eu un entretien téléphonique avec Vladimir Poutine. Est-ce qu'un rapprochement avec la Russie, qui renforce sa présence en Afrique, est envisageable ?

Si elles respectent les lois de la RDC, il y aura des relations avec ce pays. Il y en a d'ailleurs déjà. Mais cela ne nous empêche pas d'être lucides. Nous sommes parmi les rares nations africaines à avoir condamné l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Nous savons ce que c'est que d'être un pays agressé et nous ne pouvons pas soutenir cela. J'irai au sommet Russie-Afrique au mois de juin. Pas parce que je vais défier qui que ce soit, mais parce que nous avons aussi des relations avec ce pays.

Et puis, il pourrait y avoir d'autres choses intéressantes à faire avec la Russie.

Aujourd'hui, la démarche de l'Europe, pourtant partenaire naturel de l'Afrique, est biaisée. Quand l'Union Européenne accorde 20 millions d'euros d'aide à l'armée rwandaise, soi-disant pour l'aider à lutter contre les groupes djihadistes au Mozambique, ou quand cette même institution signe un accord sur les minerais avec le Rwanda, alors que ces richesses sont pillées au Congo, c'est incompréhensible et inaudible par l'opinion.

avec C. PIERRET

Le procès de la fraude électorale s'ouvre mais le Procureur général réclame les preuves des accusations

Un procès nul doute historique s'est ouvert vendredi 12 avril au tribunal de paix de Masimanimba. Trois agents électoraux de la CÉNI, la Commission Électorale Nationale Indépendante pour la circonscription électorale sont poursuivis. En tête, le chef d'antenne, le logisticien et l'informaticien. Ce tribunal siégeant en matière répressive au premier degré a entendu l'un des prévenus « comme auteur et co-auteur (...) pour avoir facilité la fraude électorale au cours du déroulement des opérations électorales ; avoir à Masimanimba (...), au courant du mois de décembre 2023 (...) en tant que co-auteur par coopération directe, facilité la fraude au cours du déroulement des opérations électorales en déployant les Dispositifs Électroniques de Vote (machines à voter, ndlr) et les Kits élec-

toraux via respectivement le véhicule de marque (...) sans plaque d'immatriculation du Candidat (...) et camion non identifié de la candidate (...), au préjudice de l'Etat congolais » ; « avoir dans les mêmes circonstances (...) détourné, au préjudice de la Commission Électorale Nationale Indépendante qui en était propriétaire, deux Dispositifs Electroniques de Vote d'une valeur globale non encore déterminée qui leur avaient été remis qu'à condition de les utiliser dans les Centres de Vote pour les opérations électorales. Faits prévus et punis par les articles 21 et 22 du CPLI » (le Code Pénal Livre premier, ndlr). Une situation qui avait conduit la CÉNI à annuler les élections de la circonscription de Masimanimba, province du Kwilu et à publier une liste de « fraudeurs ». Les trois agents de la CÉNI

sont également poursuivis pour avoir abusé de la confiance de la CÉNI en « perdant » des machines à voter.

VENTE DES DEV À DES CANDIDATS.

Selon de nombreux témoignages à Msimanimba, ces DEV et Kits Électoraux ont été remis à des candidats députés - des personnalités politiques - contre d'importantes sommes d'argent dont certains responsables provinciaux ou nationaux de la centrale électorale auraient tiré profit. Plusieurs autres témoignages font état d'un système de constitution d'équipes de professionnels électoraux confinées dans des maisons de privés ou dans des couvents de religieux d'où les opérations de fraude se déroulaient en toute quiétude. Samedi 13 avril, au lendemain du début de ce procès à Masimanimba, un communiqué officiel du procureur gé-

ral près la Cour de cassation (n° 1582/D.037/1991/PGCCAS SEC/2024) a constaté cependant que plusieurs mois après les décisions de la CÉNI, la centrale électorale n'a pas apporté des éléments de preuve permettant à la Cour de Cassation de fixer les affaires. Le Procureur Général a lancé un appel à témoin, ce qui pourrait lui permettre d'envisager de fixer ces affaires. « Le cabinet de Monsieur le Procureur Général près la Cour de Cassation informe l'opinion qu'en date du 6 janvier 2024, soit au lendemain de la publication de la décision n°001/CÉNI/AP/2024 du 05 janvier 2024 de la Commission Électorale Nationale Indépendante, «CÉNI» en sigle, portant annulation des élections législatives, provinciales et communales et des suffrages dans certaines circonscriptions électorales, Monsieur le Procureur Général près la

Cour de Cassation avait procédé à l'ouverture d'une information judiciaire sur les faits mis à charge des incriminés, faits constitutifs de diverses infractions». «La CÉNI ne saisira son office que par sa lettre n°022/CÉNI-RDC/Cab-Prés/2024 du 09 janvier 2024 par laquelle elle transmettait la Décision susévoquée». Ladite information judiciaire ouverte au niveau du Parquet Général près la Cour de Cassation a été étendue à tous les offices inférieurs, voire auprès de la coordination nationale de la Police Judiciaire de la Police Nationale Congolaise, «PNC» en sigle». «Devant le manque de supports (éléments de preuve) ayant sous-tendu la Décision de la CÉNI, Monsieur le Procureur Général près la Cour de Cassation, par ses lettres numéros 013/D.023/18792/- PGCCAS/MUK/2024 et 078/D.023/18792/

PGCCAS/MUK/024 datées respectivement des 06 et 11 janvier 2024 et par réquisitions d'information n°127/D.023/18792/PGCCAS/MUK/2024 du 18 janvier 2024 adressée à Monsieur le Commissaire Général Adjoint de la Police Nationale Congolaise chargé de la Police Judiciaire, a demandé à la CÉNI de lui faire parvenir les rapports des faits centralisés à son niveau et qui ont prévalu à la prise de la Décision susévoquée afin d'y puiser les éléments de preuve corroborant les faits dénoncés pour asseoir les accusations portées contre les candidats invalidés. De même, il a été demandé à tous les officiers du Ministère Public de s'activer dans la répression de tous les actes liés à ces dérives électorales». «Quatre mois après le démarrage des investigations, plusieurs condam-

nations ont été prononcées par les juridictions ordinaires inférieures sur saisine des Parquets, principalement dans les Provinces, autant pour les candidats incriminés que pour les agents de la CÉNI». «L'instruction desdits dossiers au niveau du Parquet Général près la Cour de Cassation semble s'être enlisée devant la seule difficulté pour lui de réunir les éléments de preuve pour asseoir les accusations portées contre les candidats invalidés qui ont déjà tous été auditionnés après leur interpellation». «Aussi, est-il encore fait appel à tout celui qui détiendrait une information de nature à faire avancer l'instruction de se présenter auprès de tout office de Parquet pour contribuer à la manifestation de la vérité, et la protection du témoin sera assurée pour tout celui qui aimerait garder l'anonymat». ALUNGA MBUWA ■

Laurent Batumona déclare que le prochain président de l'Assemblée nationale sera un originaire de l'Est du pays

Laurent Batumona Nkhandi Kham a son candidat Président de l'Assemblée nationale. Même s'il n'a pas cité son nom, il l'a laissé clairement entendre son nom. Troisième force politique à l'Assemblée nationale avec 37 députés, la PEP-AAAP que dirige le Haut Représentant de l'Autorité Morale, Tony Kanku Shiku et au sein duquel Laurent Batumona Nkhandi Kham joue un rôle clé (il est le président de l'AAAP, l'Alliance des Acteurs Attachés au Peuple), cette plate-forme qui doit prochainement être reçue par la Première ministre, Mme Judith Siminwa Tuluka, a déjà levé ses options, à écouter le président de l'AAAP lors d'une interview accordée aux médias samedi 13 avril. « Sans être dans les secrets du Président de la République,



Au centre Nganda, Laurent Batumona encadré par Jacques Timothée Ikung Mbul (à dr.) et Richard Mulumba (à g). DR.

a déclaré Laurent Batumona Nkhandi Kham, la Première ministre du pays étant connue - elle vient de l'Ouest - en vue d'assurer les équilibres politiques et de sauvegarder la géopolitique, le prochain président de l'Assemblée nationale ne pourra venir de l'Est du pays», a déclaré ahut et fort Laurent Batumona Nkhandi

Kham. Parmi ceux qui concourent à la direction de cette deuxième Institution de la République, le seul nom d'un originaire de l'Est qui revient avec récurrence est celui du Vice-premier ministre sortant en charge de l'Économie, Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi.

VITAL KAMERHE. Originaire de la pro-

vince du Sud-Kivu, celui qui fut directeur de cabinet du Président de la République (du 25 janvier 2019 au 11 mai 2020), qui fut déjà président de l'Assemblée nationale (du 28 décembre 2006 au 25 mars 2009), dispose d'une avance qu'aucun de ses supposés concurrents ne peut avoir. Le nombre des députés de son parti politique UNC

et ceux de ses Alliés est au-delà de 37, ce qui fait de ce parti la deuxième force politique du pays. Si l'on ajoute ses alliés de la plate-forme PCR, Pacte pour un Congo Retrouvé (l'AAAP de Tony Kanku Shiku, le parti du ministre sortant de l'Industrie Julien Paluku Kahongya, Alliance-Bloc 50, celui du ministre du Commerce Extérieur sortant, Jean

Lucien Busa Tongba, CODE), le nombre de députés qui constituent la force de Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi dépasse le chiffre 100. Samedi 13 avril, Laurent Batumona Nkhandi Kham a animé une matinée politique au Centre Nganda qu'il a estimée importante après des mois au cours desquels des «blessures - du fait

des élections et de certains débats - ont été soignées», a-t-il expliqué. «Il est temps désormais que nous nous mettions en ordre de bataille. Les élections de 2028 se préparent aujourd'hui», a-t-il poursuivi. Il a évoqué les six axes du programme du Président de la République qu'il faut avoir en tête, le Président «pour lequel nous avons mouillé le maillot lors de la campagne électorale», a-t-il insisté. Laurent Batumona a demandé la classe politique de « rentrer dans l'analyse des textes légaux, notamment, le plus important, à savoir, la Constitution de la République. Le Bureau provisoire ne peut pas recevoir le programme du Gouvernement. Le projet de règlement intérieur n'est pas encore validé par la Cour constitutionnelle. Voilà qui explique le blocage actuel», a-t-il ajouté.

D. DADEI ■

Les Mobondo font entendre les armes malgré l'engagement pris par leurs chefs

On pensait le conflit terminé, la paix revenue entre Teke (Maï-Ndombe) et Yaka (Kwango) au lendemain du 6 avril 2024. Voilà que les Mobondo (Yaka) attaquent un village, abattent une dizaine de bœufs. «Ils contrôlent plusieurs villages, saccagent les biens d'une population en fuite», explique le chef coutumier Teke, Stany Libie.

«Ces miliciens opéraient vers la RN 17 lors des derniers affrontements au niveau de Mapanda au passage des Gardes Républicains. Ils



6 avril, l'acte d'engagement pour la paix entre Teke et Yaka est signé devant le Chef de l'État. DR.

opèrent dans l'espace allant de Fadiaka, Bo-ku, Kimomo, Mbunsie, et la rivière Kwango, puis à Fali», poursuit le chef Teke. Puis : « Il s'agit d'un acte de sabotage face à l'acte d'engagement signé le 6 avril devant le chef de l'État. Nous avons pourtant enterré la hache de guerre ». Le 6 avril, des chefs coutumiers Teke et Yaka avaient juré, à la Cité de l'Union Africaine, devant le président de la République, Félix Tshisekedi, de préserver le dialogue, la coexistence pacifique et la paix. Ils avaient opté pour la médiation et l'arbitrage selon

les coutumes locales comme moyen de prévention et de résolution des conflits. Il s'était agi d'un acte d'engagement global et inclusif pour la paix et la stabilité dans les provinces de Maï-Ndombe, de Kwilu, de Kwango, de Kinshasa et du Kongo-Central. Le Chef de l'État leur avait promis, en retour, sécurité et protection, s'engageant à se rendre sur le terrain pour décerner des médailles de mérite à ces pouvoirs coutumiers pour leur implication dans le rétablissement de la paix dans la partie Ouest du pays.

ALUNGA MBUWA

Il avait tout apporté au Soft, Christophe Dandi Lukeba s'est éteint

Il fut l'homme qui initia à l'ordinateur le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba. Il fut à la manœuvre technique des ancêtres du Soft International : Finance, Le Soft de Finance.

Il fut là avec Le Soft, avec Le Soft Grands Lacs. Face et au cœur de l'ordinateur mettant fin au laborieux système de manipulation à la main sur le marbre en bois, en fer ou en fonte, système de l'Homme de Néandertal de typographie recourant aux caractères, aux formes en relief pour créer des mots et des phrases. Il fit adopter et aimer par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba la technologie MacOS Apple Macintosh quand dans l'ex-Zaïre, tous les médias appliquaient le système Microsoft Windows de Barthélemy Bisengimana Rwema. Connu comme le tout premier ingénieur civil électricien sorti en 1961 de Lovanium, l'Université de Kinshasa, Barthos qui est nommé par Mobutu en 1969 Directeur du Bureau du Président de la République, devient l'autre homme puissant du Zaïre.

L'année suivante, 1970, Barthélemy Bisengimana Rwema met sur pied sa mythique société, La Micro Informatique, devient le seul concessionnaire dans le pays de grandes marques de compagnies planétaires, International Engineering Compagny, International Business Machines Corporation, General Electric Compagny, Morrison Knudsen International Incorporation, H.K. Ferguson, Fischbach and Moore Company Inc, Hewlett-Packard, etc. Il introduit la technologie Microsoft Windows faisant courir tous et tous les médias. Mais, grâce à lui, Le Soft a vu



Avec ta famille, Le Soft International et tes anciens collègues te pleurent, Monsieur le Directeur Technique Christophe Dandi Lukeba. DR.

avant quiconque. Il est resté fidèle à MacOS Apple Macintosh.

Envoyé en stage en Belgique pour qu'il maîtrise encore plus et mieux cette technologie, l'homme perce les verres, est nommé Directeur Technique, devient l'incontournable, sinon l'irremplaçable Dandi ou Dandy. Mais c'est vrai, sur cette Terre des hommes, nul n'est irremplaçable. Médecin généraliste Kabyle pour qui écrire dans la langue de Molière, est une passion, Mazouz Hacène le dit : « Nul n'est irremplaçable, la terre continue de tourner quoiqu'il arrive ». Oui, quoiqu'il arrive, la terre continue de tourner.

Attaqué, il y a quelques années, par la maladie, la santé passe avant tout. La Direction Générale demande à ce Combattant de la première heure de s'occuper d'abord de la santé en regagnant la maison. Mais Le Soft International est resté focus sur son premier agent qui a finalement pris trop tôt sa retraite. Le 4 avril 2024, Christophe Dandi/Dandy Lukeba s'en est allé. Tout en silence. Dans le silence. Comme il le fut dans la vie.

Sur son compte X (Twitter), Tryphon Kin-kiey Mulumba écrit, le jour même : « J'ai la grande tristesse de perdre mon plus vieil agent, l'homme qui m'a appris Apple Macintosh avant tous, m'a initié à Indesign et à tout, aux mises en page, peut-être à devenir ce que je suis. Merci à toi Dandy Lukeba. Que la Terre de nos Ancêtres te soit douce et légère ». Dandi, R.I.P., Rest In Peace. Repose En Paix. Nos pensées à ton épouse, à ta famille.

LE SOFT INTERNATIONAL

De Mobutu à Tshisekedi Une histoire du Congo

par Tryphon Kin-kiey Mulumba

Le système électoral congolais est au cœur d'un débat récurrent. Mais la classe politique refuse de l'aborder avec franchise. Avec la grande suspicion qui couve, le courage est mauvais conseiller. Quitte à apprêter des dossiers, à les conserver prudemment dans des tiroirs en attendant qu'un jour arrive.

Parmi les problèmes qui se posent à notre système électoral, il y a son mode électoral. Quand un pays fait face à une crise économique et financière systémique, que son budget n'atteint pas les 5 milliards de \$US, son système de santé inexistant tout comme ses infrastructures routières et autres, que la pauvreté et la misère sont légion, qu'est-ce qui explique, hormis l'irresponsabilité politique, que le Congo doit consacrer à ses élections des sommes aussi pharaoniques de plus de 1 milliard de \$US quand dans la sous-région, des pays disposant d'un budget quatre fois plus élevé à celui du Congo, attribuent quelques millions aux dépenses électorales ? C'est un débat qui aurait dû être mis dans l'agenda politique et lancé depuis de longues années. Il aurait réglé nombre d'avatars qui bloquent le Congo. Dans ses meetings populaires légendaires, Mobutu l'aurait abordé et aurait obtenu un consensus. Autres temps autres mœurs ?

Il n'est pas question d'éviter les élections ou d'enterrer la démocratie. Mais si



Le système électoral congolais se trouve au cœur d'un débat récurrent. DR.

une élection dénote une volonté d'ouverture démocratique, il en faut plus pour la démocratie. La question de fond consiste à éviter que les élections ne viennent compromettre le développement. Autre débat du mode électoral congolais : il porte sur la possibilité pour un candidat indépendant d'obtenir un mandat électif. Nul doute, le principe de liste électorale avec plusieurs noms prenant la course offre un avantage aux partis et aux rassemblements politiques. Les listes des partis et rassemblements multiplient les chances d'obtenir un mandat voire plusieurs mandats alors que celle d'un candidat indépendant ne comporte qu'un seul nom. Du coup, ce candidat doit s'investir plus que les organisations politiques s'il veut rester dans la course et gagner. Quand le 30 juillet 2006 ont lieu les premiers véritables scrutins du pays,

aucun observateur ne donne une chance à un candidat indépendant. Les candidats indépendants avaient même été dissuadés de postuler. Pourtant, ces scrutins verront une soixantaine d'élus dans une assemblée composée de 500 députés. J'ai en effet toujours pensé que les élections de 2006 ont porté au pouvoir cinq personnalités. Il y a Jean-Pierre Bemba. Dans l'ex-province de l'Équateur et à Kinshasa, deux fiefs du leader du Mouvement de Libération du Congo créé en 1998, le fait de se réclamer de ce leader fut un plus. Sa rébellion dans la région de l'Équateur où elle avait installé son siège à Gbadolite, menée contre le régime Kabila, avait été perçue généralement positivement dans le pays même si le 24 mai 2007 un mandat d'arrêt international lancé le 16 mai 2007 par la Cour Pénale Internationale de La Haye avait conduit à

son arrestation dans sa maison de Waterloo, en Belgique avant qu'un tribunal de La Haye ne le reconnaisse coupable de crimes de guerre (meurtre, viol et pillage) et de crimes contre l'humanité (meurtre et viol) commis en Centrafrique par ses soldats en 2002-2003. Bemba sera condamné à 18 années de prison avant d'être acquitté le 8 juin 2018. Il aura passé au total 10 années d'enfermement. Le deuxième gagnant de ces scrutins fut Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Dans le Kasai, au centre du pays, terre de naissance de l'homme appelé aussi « l'opposant historique », nul autre candidat, de l'opposition ou, encore moins, du pouvoir de Kabila, ne pouvait être élu s'il n'avait été adoubié par « le Sphinx », autre appellation de Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Dans certaines circonscriptions du pays, il suffisait « d'avoir été

vu avec lui, pendant la campagne », pour engranger des voix. Le troisième homme est Joseph Kabila Kambange. Dans nombre de fiefs du Sud-Est du pays, dans l'espace swahiliphone, au Kivu et dans le Katanga, se réclamer du président de la République, apportait des voix même si le bilan du pouvoir n'était pas brillant. Chef du plus ancien parti politique du Congo, le Parti Lumumbiste Unifié proche du communisme, créé le 24 août 1964, Antoine Gizenga Fundji a fait élire dans l'ex-Bandundu. Dans des villages profonds du Kwilu, ce compagnon de Patrice Lumumba dont il fut vice-Premier ministre sans fonctions en 1960 et Premier ministre de la République libre du Congo en 1961 avec siège à Stanleyville (aujourd'hui Kisangani), fait rêver surtout parmi des personnes âgées. Sa fuite de Léopold-

ville à Stanleyville après l'arrestation et l'assassinat de Lumumba, son arrestation et son emprisonnement à Bula-Mbemba de janvier 1962 à juillet 1964, la rébellion de Pierre Mulele en 1964 dans le Kwilu et son long exil de 1965 à 1992 après ses ennuis avec Mobutu, ont fait de lui une icône. Dans le territoire de Gungu dont il est originaire, dans celui voisin d'Idiofa, dont fut originaire son partisan le plus fiefé Pierre Mulele, l'influence de son ethnie Pende et celle des Ambuun de Mulele, pèse. Le cinquième homme de ces élections est le candidat indépendant.

Quand un groupe de jeunes étudiants me rend visite à l'hôtel InterContinental où je loge et me demande de m'engager dans la politique en prenant la course aux législatives, je suis un peu contrarié. La politique pour quoi faire ? Dans quel intérêt ? J'ai dans la vie ce qu'il me faut. Une entreprise qui me permet de boucler mes fins du mois. J'ai trois ou quatre maisons. J'entends ce que m'a dit un jour un des responsables de Reuters venu de Londres pour une visite à Kinshasa. - « Monsieur Kin-kiey, dans la vie, je n'ai besoin que d'un lit pour me coucher... Pourquoi se soucier ? »

Mais quand je pousse plus loin la réflexion, je m'aperçois que finalement, il ne s'agit pas de moi ! Il s'agit des miens. Il s'agit de la population ; il s'agit du Congo. Comment aider les miens, comment aider la population, comment aider le Congo si on ne s'engage pas en politique et si on n'essaie pas d'apporter quelque chose. Ne s'agit-il pas d'un pays où tout est politique ? Et, cette phrase connue de tous du Comte de Montalembert (1810-1870) : « Vous avez beau ne pas vous occuper de politique, la politique s'occupe de vous tout de même ». Ma décision est prise : je me lance mais je décide de faire le choix de n'adhérer à aucun parti politique. J'irai aux législatives comme candidat indépendant et dans la circonscription de Masimanimba, au Kwilu. Je pars d'une analyse simple. Certes, j'habite Kinshasa, dans la commune de Ngaliema. Dans la

capitale, j'ai le choix entre deux circonscriptions où je crois disposer de solides ancrages : La Lukunga qui comprend six communes - Barumbu, La Gombe, Kinshasa, Kintambo, Lingwala, Mont Ngaliema, Ngaliema. Cette dernière est celle où j'habite. Il suffit de m'y mettre. Aucun doute de lever un siège. L'autre est la Tshangu composée de cinq communes : Kimbanseke, Maluku, Masina, Ndjili et Nsele. Une circonscription majoritairement peuplée de ressortissants du Grand Bandundu, du Kwilu et de Masimanimba. Mon nom est bien connu chez les miens et chez d'autres. Dans un pays où dans une élection, la sociologie est une référence, il n'y a aucun doute : je n'aurais aucun mal à gagner un nombre de voix suffisant pour être élu.

Mais je pousse plus loin ma réflexion. La campagne électorale est un moment d'identification et de reconnaissance. C'est le moment de promesses par le déploiement d'un rêve, d'une vision d'avenir. Si j'ai une vision pour la société congolaise et puisque j'en ai une pour ma société, faut-il déployer celle-ci dans une capitale relativement développée ou dans l'arrière-pays qui vit des conditions infra-humaines ? Puisque ces scrutins s'annoncent comme les premiers véritables scrutins libres et indépendants depuis l'accession du pays à l'Indépendance, ne faut-il pas tenter de faire rêver les miens ? Je suis à 90% Mbala et 10% Yansi. Je suis originaire du secteur de Kitoy par ma mère et de celui de Mokamo par mon père. Deux secteurs de Masimanimba où le nom de mon père « Ngundu Koyi » ou « Ngundu Sala Koyi » est trop connu. Ne sont-ce pas des atouts que nombre de candidats ne peuvent avoir ? Ma décision prise est irrévocable. Je me présenterai comme candidat indépendant à ces premières législatives libres et ouvertes d'après-Indépendance. Mais je veux être utile. Donc, je me présente dans Masimanimba convaincu qu'en déployant une vision, je vais faire bouger mon territoire d'origine. Quand je lance ma campagne, celle-ci est à la fois forte et originale que très
(Suite en page 7).

J'ai laissé l'Homme Organe bien portant

(Suite de la page 6).

vite la population me trouve un surnom. C'est « Ya Khala » en langue Mbala (l'ainé/le Grand Crabe), ce crustacé de nos cours d'eau difficile à capturer par les mamans quand elles vont en campagne de pêche. D'autres me préfèrent « Ngunlungu Sidu Muneni » en langue Mbala, le gros animal de nos savanes susceptible d'être consommé sans fin par la contrée. D'autres encore optent pour la langue Kikongo parlée dans la partie Ouest du pays. Ils m'appellent « Bakala Ya Ngolo », l'homme fort.

C'est logiquement qu'aux élections du 30 juillet 2006, je suis élu député national sur 8.755 candidats. Je suis candidat indépendant élu sur 702 candidats indépendants inscrits à travers le pays. Au total, 63 députés indépendants ont été proclamés lors de ces législatives. Dans ma circonscription de Masimanimba, je figure sur une liste de six élus dont quatre viennent du PALU, le Parti Lumumbiste Unifié. Au Kwilu, nul doute, Antoine Gizenga a raflé la mise...

Avec des collègues et amis députés indépendants, j'ai constitué le groupe parlementaire politiquement le plus puissant, le GPI, Groupe Parlementaire des Indépendants que je préside. Composé de personnalités clé venant de tout le pays, on y compte notamment Baudouin Banza Mukalayi Nsungu, Katanga ; Athanase Matenda Kyelu, Maniema ; Modeste Bahati Lukwebo, Sud-Kivu ; Christophe Mboso Nkodia Pwanga, Kwango ; Alexis Thambwe Mwamba, Maniema ; Raymond Tshibanda N'tunga Mulongo, Kasai.

J'ai accompli tout mon mandat à l'Assemblée nationale où j'ai également été élu président du Caucus du Grand Bandundu avant d'en confier la présidence au patriarche Joseph N'singa Udjuu Ungwankebi Untube qui le désirait tant puisqu'un jour, il m'apostropha en public, lors d'une plénière, en ces termes : « Kin-kiey, moi, ton Vieux, je suis encore là, en vie. Et toi, tu présides le Grand Bandundu. Faut me



Kitinge yesu, «l'Homme Organe», en tête-à-tête avec le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. DR.

donner cette présidence... Tu la prendras après moi...». Aux législatives du 28 novembre 2011, je me présente à nouveau dans mon fief à Masimanimba où je suis réélu. Cette fois, le PALU ne compte qu'un député sur les six de la circonscription. Nul doute, le PALU, qui a été aux affaires pendant toute la législature passée, n'a rien apporté à la circonscription. Ce parti, l'un des plus anciens du pays, a entamé sa descente aux Enfers. (...).

« JE VOUS LE DIS AVANT DE LE DIRE AU CHEF ».

Il est connu comme «l'homme qui avait mangé de la tomate et de la salade crues avant l'indépendance». Le 24 avril 1990, au lendemain du discours « comprenez mon émotion » de Mobutu, Henri Dionga qui s'est débaptisé Kitinge Yesu Nz., est co-fondateur du FCN, le Front Commun des Nationalistes, parti politique se réclamant de l'opposition. Certains ont présenté ce parti comme une création du maréchal en fin de course.

Kitinge Yesu s'y trouve avec son mentor Antoine Mandungu Bula Nyati et Me Gérard Kamanda Wa Kamanda.

Après un passage à l'opposition radicale à Limete dans l'USORAL, l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale (avec l'UDPS) et, après le départ de Jean Nguz Karl i Bond, Kitinge Yesu

est nommé ministre de l'Information. Formé dans les pays de l'Est communiste, il s'agit d'un homme de roc. Il témoigne en a tout vu. Kitinge Yesu va jouer un rôle clé auprès de Mubutu qui est à son dernier souffle. Le maréchal qui redoute l'indépendance d'esprit et les coups de boutoir de cet homme, dirige vers lui ses généraux avant toute prise de décision. Le maréchal veut atténuer sa maladie en état avancé. Il est si convaincu des choix que Kitinge Yesu opère qu'il ne s'offusque de rien quand il lui envoie des têtes brûlées.

Reparti en Belgique après la chute de Mubutu, revenu au pays après le Dialogue inter-congolais, Kitinge Yesu renoue avec la politique mais fait ses adieux publics quand il sent que le groupe auquel il appartenait, celui de Léon Kengo wa Dondo, l'a trahi. S'il prend le chemin de l'ancienne puissance coloniale où vit sa famille, Kitinge Yesu resurgit les 8 et 9 juin 2016 à Genval, dans la banlieue de Bruxelles. C'est là que des opposants anti-Kabila mettent en place le RASSOP, le Rassemblement des forces politiques et sociales de l'opposition acquises au changement en République Démocratique du Congo. Kitinge Yesu venait ainsi publiquement de signer son retour à la politique.

Deux structures forment le RASSOP, un Conseil des sages où siègent des représen-

tants des partis politiques présidé par Étienne Tshisekedi et une Coordination des actions. Kitinge Yesu est membre du Conseil des sages. À 84 ans, l'opposant éternel (anti-Mobutu, anti-Kabila père, anti-Kabila fils) s'annonce pour la deuxième fois à la présidentielle de 1998. Mais il est fatigué et malade. Depuis deux ans, il séjourne en Belgique pour des raisons de santé. C'est là, face à la détérioration de la situation politique au Congo avec le report des élections, que des membres de l'opposition avec en tête Soriano Katebe Katoto et le G7, un groupe de sept partis politiques coalisés, le rencontrent pour constituer un rassemblement anti-Kabila.

Soriano Katebe Katoto, l'ex-homme d'affaires du Katanga sous le régime Mubutu avait fait parler de lui au Dialogue inter-congolais. D'abord à Gaborone au Botswana, ensuite à Addis-Abeba en Éthiopie, puis à Sun City, en Afrique du Sud. Soriano Katebe Katoto manifeste une ambition politique réelle. Il constitue un groupe d'hommes politiques partisans. Il est l'un des vice-présidents de l'ASD, l'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue inter-congolais formé à Pretoria au lendemain de l'annonce de l'accord pour la formation d'un Gouvernement intervenu entre l'une des rébellions, le MLC de Jean-Pierre

Bemba et le gouvernement de Kabila. (...).

De toute l'histoire de l'opposition congolaise, le RASSOP qui vit avec l'appui du gouvernement belge et de puissances occidentales, financé en partie par l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi Chapwe, riche demi-frère de Soriano Katebe Katoto, apparaît comme la machine pouvant cette fois défier le pouvoir de Kinshasa.

Le RASSOP fait sa première démonstration de force lors d'un meeting le 31 juillet 2016 à Kinshasa le long du boulevard Triomphal noir de monde avec le retour au pays d'Étienne Tshisekedi. Désormais, de l'avis des observateurs, les années Kabila se comptent au passé. Mais, évacué fin janvier 2017 en urgence en Belgique, le chef de l'opposition s'éteint le 1er février dans un hôpital à Bruxelles à la suite d'une embolie pulmonaire. Craignant des troubles dans le pays, le régime tarde de rapatrier le corps. Très affaibli par cette disparition, le RASSOP qui n'avait pas prévu une succession à sa tête, est sous le choc alors que les élections approchent. C'est là qu'entre en scène « l'homme de roc ou de choc » qui met en place une stratégie gagnante.

Alors que le corps de l'opposant historique gît encore dans un funérarium en Belgique, à Kinshasa, celui qui est aussi Grand Maître de la franc-maçonnerie congolaise de la Grande Loge nationale du Congo du rite ancien et primitif de Memphis-Misraïm, est à la manœuvre.

En mars 2017, il réussit un grand coup : il écarte de la course des prétendants Pierre Lumbi Okongo. Il le confie à l'ex-Conseiller spécial en matière de sécurité de Kabila qui a rallié Moïse Katumbi Chapwe, le poste de président du Conseil des sages. Puis, impose à la tête du Rassemblement le fils du « Sphinx », Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Le jour de l'investiture du nouveau président du RASSOP, c'est Kitinge Yesu qui actionne le protocole quand chacun retient son souffle. Certes, Kitinge Yesu est retourné à nouveau en Belgique. Il

ne prend part ni à la réunion de Genève dont il se méfie des fondements et qu'il observe de loin, ni à la campagne du candidat du CACH, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Jeudi 24 janvier 2019, Kitinge Yesu est à la tribune d'honneur dans les jardins du Palais de la Nation lors de l'investiture du nouveau président. Il avait rejoint Kinshasa la veille. Depuis, l'homme a repris sa place dans le cercle restreint du nouveau pouvoir qui lui reconnaît toute sa puissance.

Ce 8 août 2019, Kitinge Yesu débarque avec le régulier de la compagnie belge SN Brussels qui rapatrie le corps de sa femme, Bateme Bibi Sophie Martine Marie Victoire « endormie » dimanche 28 juillet à Bruxelles.

Avec le Directeur de cabinet du Président de la République, Vital Kamerhe Lwa-Kanyiginy Nkingi et le conseiller principal du Président de la République au collège de la Culture et des Arts, Théophile Tshilumba, je suis sur le tarmac de l'aéroport de N'Djili et je vois un Kitinge Yesu méconnaissable. Je suis à ses côtés, pendant tous ces jours de deuil.

Dimanche 11 août, devant tous les leaders du Kasai rassemblés à la Cité des Anges, au 35, avenue ex-Haut Commandement, il me fait l'honneur de me remettre un long et poignant texte, la lettre posthume qu'il a écrite pour sa reine et dont, face à la reine «endormie» devant nous, je donne la lecture (...).

Au cimetière Entre Ciel et Terre, ce dimanche 11 août, quand tous les leaders politiques sont priés de rester dans les tribunes, Kitinge Yesu me prend par la main et me tire à ses côtés.

Avec ses enfants et Jacques Tshimbombo Mukuna qui conduit le programme, nous nous levons. En un groupe familial restreint, nous avançons calmement avec le recueil vers la tombe qui va recevoir le corps.

Ce lien avec celui qui m'appelle « mon fils » et à qui je réponds « mon père », me marque comme jamais.

Que dire des rapports qu'entretient Kitinge

Yesu avec le président ? «L'homme Organe» comme l'a surnommé le chef de l'État ou « l'homme Oracle », a le contact direct avec le chef de l'état avec lequel il s'entretient au téléphone tous les deux jours, de qui il reçoit mission de déminer tous les dossiers sensibles.

Après la cérémonie de remise et reprise entre le président sortant et le président entrant, survient une période d'incertitude. Comment le gouvernement va être formé ? Qui va être nommé Premier ministre ?

Kitinge Yesu tranche, comme il sait le faire, en liquidant l'un des prétendants et non des moindres. (...) Devant témoin, il annonce avec force son destin à l'informateur. Modeste Bahati Lukwebo prendra la tête du Sénat et qu'il oublie la Primature et cesse de mobilisant des comités de soutien. Avant de le menacer : si vous continuez de rêver Primature, vous perdrez tout ! Dans la soirée, Bahati rend les armes. Il a compris l'ordre.

Kitinge Yesu devait être désigné informateur. Quand le président me reçoit à son bureau à la Cité de l'UA, je pose d'emblée une question en référence avec l'article 78 de la Constitution, je cite : « le Président de la République nomme le Premier ministre au sein de la majorité parlementaire après consultation de celle-ci (...). Si une telle majorité n'existe pas, le Président de la République confie une mission d'information à une personnalité en vue d'identifier une coalition ».

La réponse est directe : « le vieux Kitinge Yesu va être chargé de cette mission. Vous y serez de la partie... ». (...) Mais le dossier échoue lorsqu'une réunion tenue à Kingakati du 4 au 6 mars 2019 annonce, par un communiqué, que le FCC et CACH se sont mis d'accord pour mettre en place une coalition de gouvernement. (...).

Le jour même de la diffusion de ce communiqué, Kitinge Yesu avec qui j'étais au téléphone cinq ou six fois par jour, parfois à des heures indues, me fait venir en catastrophe à son bureau du boulevard

(Suite en page 8).

Quand deux des hommes clés s'en vont

(Suite de la page 7).

du 30 juin en ville, à côté de l'ancien siège de la banque Rawbank. Quand je fais mon entrée dans son bureau, je vois posés sur sa table de travail un billet d'avion SN Brussels et un passeport et, à même le sol, une petite valise à roulettes.

Je lui dis mon étonnement. - « Je pars, mon fils », me répond-t-il. - « Mais où ? Pourquoi aujourd'hui ? » Je ne reçois aucune réponse. Je suis sous le choc en voyant cet homme partir « à nouveau ». (...). Cette nuit-là, alors que son avion vole vers Bruxelles, le président de la République rend publique une ordonnance signée le 6 mars portant nomination de son cabinet. Kitenge Yesu est désigné Haut Représentant et Envoyé Spécial du Président de la République. Dans ces fonctions, Kitenge Yesu relève des Services personnels du Président de la République. Je lui fais aussitôt un message qu'il découvre à l'arrivée de son vol. Je pressens ce grand retour samedi 30 mars 2019 quand un homme qui lui est si proche organise un banquet en sa résidence à Binza Pigeon, avenue Kananga, pour fêter la nomination. En 1990, c'est cet homme qui fit son entrée dans l'hémicycle pendant la Conférence Nationale Souveraine, CNS. Il a une pile des dossiers sous le bras. Alors que Mobutu est traîné dans la boue par l'opposition et est traité de tous les noms, Jacques Tshimbombo Mukuna, le patron de la sûreté nationale, SNIP, ancienne appellation de l'actuelle ANR, en a marre. Il menace d'éventrer le boa. Il promet qu'on y verra qui a été traité par lui et qui ne l'a pas été. Le lendemain, la plénière de la CNS est clairsemée.

Ce 30 mars, tout le Grand Kasai est là. Pour Jacques Tshimbombo, c'est « toute la République » qui s'est déplacée à son domicile pour fêter l'événement. Qu'ils soient du FCC ou du CACH, ils sont là. Peu avant qu'une pluie diluvienne ne tombe sur la ville et ne tente de détruire la rencontre, Kitenge Yesu se réjouit : « Ce soir, la République

n'est ni à Kingakati, ni à la Cité de l'Union Africaine. Monsieur le Président de la République honoraire Joseph Kabila, si vous cherchez la République, elle est ici. Monsieur le Président de la République, Chef de l'État Félix Tshisekedi, si vous cherchez la République, vous savez où elle est. Ici se trouvent le FCC, le CACH. L'Ensemble est ensemble avec nous ici... ».

Puis : « Ce soir, je suis le Haut Représentant, sans coloration ni formules mathématiques complexes ! Ma mission, c'est assembler pour la Nation, au nom du Président de la République pour la Paix. Majorité, coalition, cohabitation, n'ont pas tellement de signification pour moi. En Afrique, les Mânes de nos Ancêtres, avec en tête Afra, le Saint Patron de l'Afrique, recommandent que celui ou ceux qui ont gagné les élections assemblent. Qu'elles soient législatives, sénatoriales, présidentielles. L'Afrique de part en part a échoué pour avoir transgressé ce principe immémorial. Le Parlement et le Sénat ne réussirent rien sans le Président de la République. Par voie de conséquence, Lui non plus ne réussira rien sans les autres. Mettons de côté les calculs, voyons le peuple, dont certains d'entre nous parlent peu. Je refuse et je récuse une confrontation entre Kabila et Tshisekedi ».

Il demande à l'assistance de lui dire quel nom porte le plus grand parti du Congo. « Le plus grand parti politique de la RDC se nomme Misère. Qui en connaît le comité directeur et le président ? J'avoue sincèrement que je ne sais pas, vous non plus d'ailleurs. Et pourtant, ce parti couvre les 2 millions et demi de km² de notre pays. CACH et FCC doivent travailler la main dans la main sans calcul ni calculette ». (...). Jacques Tshimbombo a ces mots : « Notre devoir de reconnaissance envers le Président de la République est d'autant plus important que la fonction confiée à notre frère lui permet d'occuper une position protocolaire élevée au sein de l'État

(...). Ce qui est arrivé à notre frère et ami Yesu est, à vrai dire, le fruit du rôle qu'il a joué dans l'ombre auprès de celui qui, sans que personne ne sache rien, allait inexorablement devenir le Président de ce pays. Yesu a cru de façon inébranlable en Félix. Voilà ce que procure la fidélité à une personne et la foi en elle ». Il poursuit : « Le Président de la République a misé sur un cheval gagnant. Yesu est un oiseau rare comme en témoigne sa très riche trajectoire politique. Il n'a pas été que grand commis de l'État. Il demeure un grand homme d'État. Le voilà rattrapé aujourd'hui par la politique, lui qui croyait s'en être éloigné pour toujours ». Puis : « Celui qui représente un Puissant est, du coup, un puissant. (...) Notre grande joie est de compter parmi nous quelqu'un qui est très proche du Président de la République ». (...).

L'homme à l'honneur reprend la parole avec une répartie par une note d'humour. « Quand j'ai amené le Grand Kasai chez le Président de la République le 4 février, personne ne m'a demandé mes coordonnées. Ce soir, je constate qu'il y a une forte demande et je me suis préparé en conséquence. Les cartes de visite du Haut Représentant vous ont déjà été distribuées ». (...). Sacré Tomatier ! Ses nouvelles fonctions en mains, Kitenge Yesu se déploie comme jamais auparavant. Ses tweets au style cinglant font fureur. Ils sont adulés surtout dans les milieux de « jeunes révolutionnaires ». On sent qu'il annonce toujours ce qui va se produire. En vérité, je n'ai pas vu un homme autour du Président qui pouvait opposer à Kitenge Yesu un point de vue qu'il ne partageait pas. Lors des négociations du Palais de la Nation et de la constitution de l'Union Sacrée de la Nation, il est rangé au premier plan. Il constitue les listes et les fait parvenir à la présidence de la République. Sa connaissance de la scène politique le met en position de porter des jugements clés. Mars 2021. Il n'avait jamais à ce jour été autant sollicité par

les acteurs politiques nationaux comme par les chefs des missions diplomatiques. Il n'avait jamais à ce jour autant multiplié les initiatives. S'il ne quitte jamais une posture qui consiste à se mettre loin des affaires publiques, Kitenge Yesu s'installe jour après jour dans son rôle de Haut Représentant et d'Envoyé Spécial du Président de la République. Il est comme jamais au cœur de la stratégie présidentielle.

Outre des rencontres avec des chefs des missions diplomatiques qui lui rendent continuellement visite à son domicile sur les hauteurs de la ville comme à son cabinet, non loin de là, dans la concession Gulf, il dépense sans compter son temps à recevoir diverses personnalités politiques sous divers formats. En plein dans sa fonction, il travaille à déblayer la voie en vue de faciliter la réalisation d'une vision politique déclamée par le Chef de l'État. Il ne cesse de me dire « mon fils, tu vas voir le résultat ».

Il m'apprend qu'une importante délégation de personnalités de son ethnie Songyé (Sud-Est), lui a rendu visite, que l'ancien chef de renseignement Kalev Mutondo a, dans le plus grand secret, franchi les deux portails de fer gardés de sa résidence. Recherché par la justice dans un procès à rebondissement lié aux droits de l'homme, Kalev Mutondo est venu solliciter l'intervention du Haut Représentant espérant qu'il trouverait porte ouverte au Palais de la Nation.

Dimanche 21 mars, ce sont onze députés provinciaux sur les vingt qui forment l'Assemblée provinciale du Lualaba (capitale Kolwezi, l'une des provinces du Katanga démembré) connue pour être l'un des fiefs kabilistes avec le Tanganyika dirigé alors par Zoé Kabila Mwanza Mbala, le jeune frère de l'ex-président, qui franchissent les deux portails. Ils annoncent, depuis cette résidence, leur adhésion à l'Union Sacrée de la Nation « en vue de pérenniser la reconstruction de la province entamée sous la houlette de SEM le Gouverneur Richard Muyej Mangez Mans, accompa-

gné par l'Assemblée provinciale ».

Kitenge Yesu poursuit cette gymnastique avec une délégation de députés du Grand Bandundu (Kwilu, Kwango et Mai-Ndombe) conduite par le Directeur général de la DGDP, la Direction Générale de la Dette Publique, Laurent Batumona Nkhandi Kham, coordonnateur des FPAU, les Forces Politiques Alliées de l'UDPS dont Kitenge Yesu est l'Autorité Morale. Je n'ai jamais oublié ce jour où il parvint à réunir dans sa maison, les leaders irréconciliables de la province du Sankuru. Dans l'histoire, ce moment restera le plus remarquable. Sont présents des députés nationaux, provinciaux, des sénateurs, des personnalités dont l'un des Kabilistes de tous les temps, l'ex-Vice-Premier ministre en charge des Affaires étrangères Léonard She Okitundu avec néanmoins un absent de taille qui en dit long sur l'état d'esprit qui règne dans la nouvelle opposition, le sénateur Moïse Ekanga Lushyma.

L'homme qui est alors président de la Commission économique et financière de la Chambre haute, hier tout puissant financier des programmes sino-congolais (sur papier secrétaire exécutif du Bureau de supervision du programme RDC-Chine, avec siège le long du fleuve à deux encablures de l'Hôtel du Gouvernement) reste à ce point lié à la personne de l'ex-président qu'il sera le dernier des Mohicans à rallier l'Union Sacrée de la Nation s'il y parvient. Si Moïse Ekanga Lushyma s'est annoncé à ces palabres, il a fini par y renoncer prétextant se trouver hors de la capitale. Rarement ceux qui ont des intérêts économiques communs ne sont venus à se détacher. (...). L'une des réunions s'est déroulée pendant sept heures. C'est après un compromis qu'une réconciliation est scellée. D'abord entre les députés provinciaux et leur gouverneur Joseph Stéphane Mukumadi. Ensuite entre trois frères ennemis Franck Diongo Shamba, Jean-Charles Okoto Lolakombe Okoto et Lambert Mende

Omalanga. S'en suit un repas de famille consacrant cette entente.

Une vidéo virale sur les réseaux sociaux immortalise ce moment : à la résidence de Kitenge Yesu, sous sa pergola, l'œil et le doigt en l'air, « l'Organe-Oracle » ordonne : « Je ne veux plus rien entendre qui puisse les diviser. Tout différend est clôt dès maintenant ». S'ensuivent deux Amen. Signe d'une reconnaissance de leadership. Le Sankuru est connu comme pour l'une des provinces du pays les plus difficiles politiquement avec des querelles voire des guerres ethniques vivaces conduisant à des tueries et à des incendies de villages entiers. Qui d'autre pouvait accomplir ce miracle ?

Le fils ne partait jamais en voyage sans le dire à son père. Sur le chemin de l'aéroport, il me faisait toujours venir à son domicile pour me saluer et me souhaiter « bon voyage, mon fils ». Puis : « reviens vite mon fils ». Grande fut pas ma douleur lorsque contraint et forcé par une invitation pour une dose de Covid-19, j'arrive à Bruxelles le samedi 29 mai 2021 et que lundi 31 mai au matin, un coup de fil retentit sur mon téléphone. Il vient d'un homme proche du Président de la République. L'homme m'explique qu'il a une terrible nouvelle à m'annoncer. « Je vous informe avant d'en informer le Chef... », me dit-il. C'était la disparition de Kitenge Yesu que deux jours auparavant, j'avais été saluer à son domicile sur le chemin de l'aéroport et qui se portait comme un ange !

Je me trouvais alors en voiture pour le centre de vaccination. Sous le choc, je décide d'appeler Jacques Tshimbombo Mukuna pour lui dire qu'après la terrible nouvelle, j'ai décidé d'abrégé mon séjour pour retourner au pays le surlendemain jeudi 3 juin. Réponse surprenante de Jacques Tshimbombo clairement surmené : « Tryphon, tu m'as laissé toute la charge de ton père. Tu reviens jeudi soir, jeudi midi, j'aurai enterré ton père. Tu iras le voir au cime-

tière ». Lors des derniers hommages que lui rend la classe politique dans la cour de l'hôpital du Cinquantenaire, le Président de la République est présent en compagnie de son épouse. L'ancien ministre du Budget François Mwamba Tshishimbi qui coordonne le Comité présidentiel de veille stratégique au bureau du Président de la République décrit Kitenge Yesu comme « un organe tant il fut le cerveau moteur des stratégies politiques ayant abouti à la création de l'Union Sacrée de la Nation pour porter la vision du Président de la République ». Jacques Tshimbombo a ces mots : « Kitenge Yesu était un commis de l'État, loyal et inflexible. Il était l'épée et le bouclier du Président de la République ».

À mon retour au pays ce jeudi-là aux heures de 19:00', je ne comprends toujours rien à ce qui était arrivé à cet homme que j'avais laissé en parfaite santé. Un homme qui, en période de crise de Covid-19, essayait tous les médicaments, y compris les fameuses plantes découvertes à Madagascar que le président malgache Andry Rajoelina lui avait envoyées et dont il me remit quelques sachets. Kitenge Yesu ne donnait plus la main, ne quittait plus son masque en public, se désinfectait sans cesse les mains. Je voulais attendre quelques jours pour me ressaisir avant d'aller à la rencontre de Jacques Tshimbombo pour qu'il me dise ce qui s'est passé avec Kitenge Yesu et comment cela s'est passé. Mais le 24 juin au matin, je reçois un message que Jacques s'est éteint dans la nuit. Il s'agit bien sûr d'un fake news comme il y en a sur les réseaux sociaux. Pourtant, ce fut un autre coup de tonnerre en moins d'un mois. Le proche entourage du Président est à nouveau frappé et comment ! Quelle histoire !

Lundi 5 juillet à ces obsèques, je suis présent. Je suis assis deux rangées derrière le Président de la République et son épouse marqués. Je ne comprends pas ce qu'il se passe. Dans l'entourage présidentiel, une page est tournée. (...).

Londres veut se rendre à Kinshasa

Cest un coup, un grand coup que viennent de marquer deux diplomates, deux ambassadeurs, la Britannique Alyson King et le Congolais Ndolamb Ngokwey. Est-ce un hasard ? La première appelle le deuxième « mon frère », le deuxième répond à la première « ma sœur ». Signe de parfait échange, d'entente fusionnelle, témoigne l'ambassadeur Alyson King. Certes, seules la compréhension et l'entente rendent tout possible. Alors que Kinshasa accuse Kigali de traficoter avec Londres dans l'affaire de migrants arrivés illégalement en Grande Bretagne et qui doivent être envoyés au Rwanda dont le régime arme des rebelles et envoie ses militaires occuper des terres dans les Kivu, qui aurait pu s'imaginer qu'au même moment une quarantaine d'investisseurs britanniques se rendrait à Kinshasa accompagnés de deux personnalités de haut rang du Royaume-Uni, l'un, le représentant du premier ministre Rishi Sunak, Lord Dolar Papat, envoyé spécial du Premier ministre auprès du Congo, l'autre, l'ambassadeur de Sa Majesté Charles III, le Roi du Royaume-Uni, en charge du Commerce pour la région Afrique, John Humphrey ?

Pourtant, lundi 8 avril, cette délégation a bien atterri à N'djili. Elle s'est déployée aussitôt sur deux grands palaces de la capitale, le Fleuve Congo Hotel By Blazon Hotels et le Kin Plaza Arjaan by Rotana.



À g., John Humphrey, l'ambassadeur de Sa Majesté Charles III, en charge du Commerce pour la région Afrique. À dr., Lord Dolar Papat, le représentant du Premier ministre britannique Rishi Sunak. DR.

Arrivée à Kinshasa dans le cadre d'un événement appelé UK-Democratic Republic of the Congo Trade & Investment Mission, plusieurs ministres du gouvernement central - celui des Finances Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuji, ses homologues du Commerce Extérieur Jean-Lucien Bussa Tongba, de l'Industrie Julien Paluku Kahongya, des Infrastructures et Travaux publics Alexis Gisaro Muvunyi - et des hommes d'affaires congolais ont rejoint cette délégation et participé, les 10 et 11 avril 2024, aux travaux de cette rencontre commerciale.

La veille, 9 avril, l'ambassade britannique à Kinshasa publiait un communiqué officiel intitulé « visite d'une mission commerciale britannique à Kinshasa pour renforcer les relations commerciales et d'investissement entre le Royaume-Uni et la RDC ». On y lit : « Une mission commerciale britannique com-

posée de 26 entreprises, conduite par l'envoyé commercial du Premier ministre britannique pour la RDC, Lord Papat, le délégué commercial de Sa Majesté pour l'Afrique, John Humphrey, et la société de commerce et d'investissement DMA Invest, basée à Londres, est en visite à Kinshasa cette semaine ».

« La délégation est composée d'entreprises actives dans de nombreux secteurs à forte croissance, notamment la télécommunication, les services financiers, l'exploitation minière, l'agriculture et les infrastructures ».

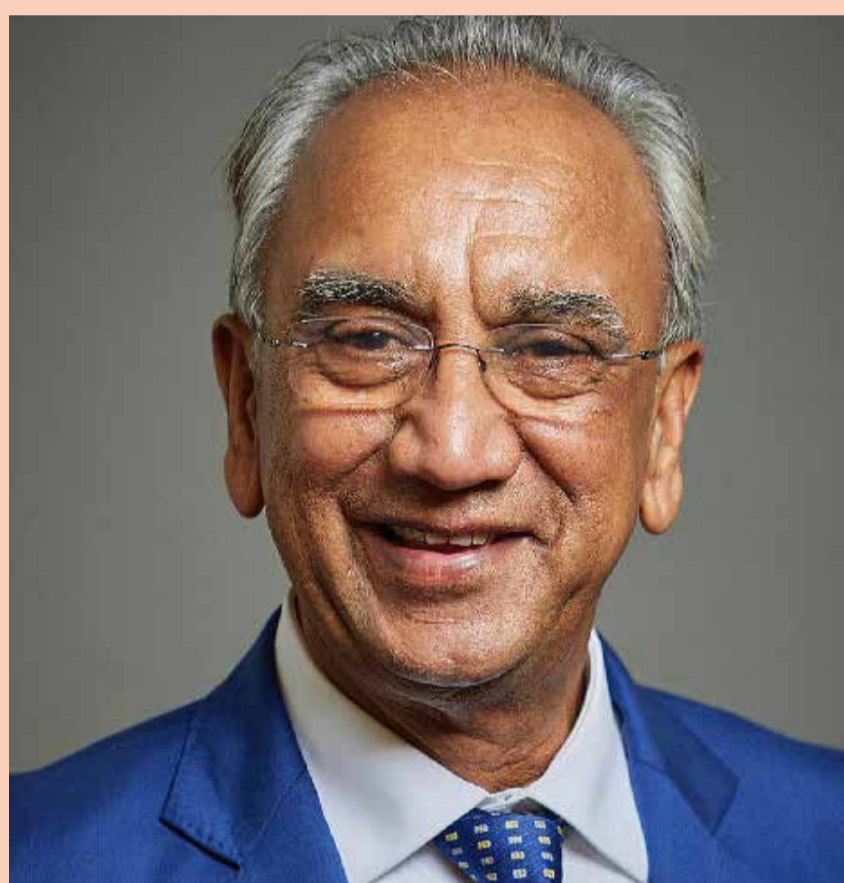
« La mission vise à renforcer les relations économiques entre le Royaume-Uni et la RDC et à créer des partenariats entre des entreprises britanniques multisectorielles de premier plan et les secteurs public et privé de la RDC ».

« Au cours de leur visite, ils rencontreront S.E. le ministre de l'Industrie Julien

Paluku et le chef de cabinet de S.E. président Félix Tshisekedi Guylain Nyembo et d'autres membres du gouvernement. Ils rencontreront également la Fédération des entreprises du Congo (FEC), l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI), et visiteront un nouveau parc industriel, Congo Industrial Platforms, créé grâce à un partenariat public-privé (PPP) avec ARISE Integrated Industrial Platforms ».

« Lors du forum d'affaires Royaume-Uni-RDC qui se tiendra le mercredi, la délégation rencontrera des représentants du secteur privé local et des principaux ministères pour discuter des opportunités de commerce et d'investissement en RDC ».

« Cette mission commerciale fait partie d'une série d'événements visant à renforcer les liens commerciaux et d'investissement entre le Royaume-Uni et la RDC. Au cours ces deux der-



nières années, le Royaume-Uni a reçu une délégation du gouvernement de la RDC dirigée par S.E. le vice-Premier ministre et ministre de l'Économie Vital Kamerhe. Les ministres britanniques des affaires étrangères Lord Benyon et Andrew Mitchell ont également visité la RDC, visite au cours de laquelle ils ont discuté des possibilités d'investissement et mis en évidence l'offre du Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni reste également un participant actif à la semaine minière qui se tient chaque année à Lubumbashi. Un porte-parole d'ARISE Integrated Industrial Platforms a déclaré : « Nous sommes ravis d'être le sponsor principal de toutes les missions commerciales du Royaume-Uni en Afrique occidentale et centrale. Nous sommes profondément engagés aux opportunités uniques de commerce et d'investissement qui s'offrent à la

RDC. Nous voyons le grand potentiel industriel du marché de la RDC et nous sommes entièrement dévoués à notre engagement avec le pays. Notre participation à cette mission vise à favoriser des partenariats stratégiques et durables et à accélérer les investissements, en particulier dans le domaine du développement industriel. Comme l'illustre notre Plateforme industrielle du Congo (PIC), qui est dotée d'installations industrielles de premier plan, nous sommes déterminés à tirer partie de cette plateforme pour stimuler une croissance économique durable. Notre objectif est de faciliter le développement des investissements directs et de créer une prospérité durable dans la région ».

« Global Gases Group se réjouit des perspectives et des opportunités offertes par la mission commerciale Royaume-Uni-RDC », a commenté Deepak

Mehta, PDG de Global Gases Group, leader dans la distribution de gaz pour des applications industrielles et médicales. « Nous croyons que la RDC offre un potentiel de marché important. Nous sommes enthousiastes à l'idée d'explorer et d'approfondir notre collaboration avec le pays. En participant à cette mission commerciale, nous envisageons d'établir des relations stratégiques et d'accélérer les investissements dans les domaines de la santé et de l'énergie propre et verte dans le pays ».

« Le P-dG de Rawbank RDC, Mustafa Rawji, a également renforcé son soutien à la mission commerciale : « Nous sommes ravis des opportunités que cette mission commerciale présente pour la Rawbank. Ayant étendu notre présence en RDC en tant que première banque du pays, nous reconnaissons l'énormité des vastes et ambitieux plans de commerce et d'investissement de la nation. Notre objectif est d'approfondir notre engagement et de continuer à contribuer à la croissance économique en fournissant des services bancaires et financiers de classe mondiale à travers le pays, ainsi que nos programmes significatifs de réinvestissement dans le tissu social de la RDC ». Il faut noter que parmi les sociétés arrivées à ce forum commercial UK-DRC, on compte Avlan Blanch, Beko Capital Advisory, Siemens Energy, Ashbery Metals, AM Investment & Legal, UK Congolese Diaspora

(Suite en page 10).

British Airways en voie d'ouvrir une escale à l'aéroport de N'djili

(Suite de la page 9).

Consortium, PIDG, Enovise, Gemcorp Capital, Dynamis Investment Partners, Global Gases, MUF Bank, Westminster Group, Vodacom, Intertek, Equity Group Holdings, Tim Morris Consulting, East African Solutions, AFT Trenchers, Chovu International Holdings, Demerara Resources Limited, African Financial Group, RBK Limited, PACORU, Ferro Additive Compound Technology Limited (FACT 2006 Ltd), Perry Engineering Services Ltd.

ESCALES DE BRITISH AIRWAYS à N'DJILI.

Lors de la réception qu'elle a organisée mercredi 19 avril soir à sa résidence, avenue Roi Baudouin, à la Gombe, l'ambassadeur britannique Alyson King a publiquement

évoqué, dans un échange, l'ouverture d'une escale à l'aéroport de N'djili de la mythique compagnie aérienne britannique British Airways.

« Le Congo est le plus grand pays francophone au monde. Il y a beaucoup de Congolais qui habitent le Royaume-Uni. Relier le Royaume-Uni et le Congo est difficile. Nous pourrions envisager deux escales de British Airways à Kinshasa », s'est-elle confiée.

Le contrat Westminster porté par le gouvernement congolais signé, le jour de la clôture de ce forum, dans la salle Le Capitol de Kin Plaza Arjaan by Rotana, par Westminster Aviation Security Services via son chairman Peter Fowler et la Régie des Voies Aériennes-SA via son Directeur général, Léonard Ngoma Mbaki avec comme

témoin le Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, marquant-il le premier pas que les firmes britanniques attendaient pour se bouger vers le Congo, avec elles, British Airways ?

C'est ce qui se chuchotait dans la délégation britannique. Westminster Aviation Security Services est une branche spécialisée de Westminster Group, la société britannique de sûreté. Le contrat veut mettre en place des opérations de sûreté aéroportuaire de renommée mondiale dans cinq aéroports internationaux gérés par la RVA-SA.

Il prévoit que Westminster fournira les investissements et l'expertise requis pour mettre la sécurité à un niveau international dans ces aéroports. La firme britannique four-

nira l'équipement de détection, de surveillance et de contrôle nécessaire dans les principaux aéroports internationaux du Congo, tout en garantissant l'entretien, le soutien et la formation requis pour assurer que la sûreté aéroportuaire de ces aéroports respecte les normes internationales les plus élevées. Ce qui facilitera le développement et le maintien de services de sûreté aéroportuaire de premier plan par les autorités locales et ouvrira la voie à une croissance potentielle du trafic aérien en attirant de nouveaux transporteurs internationaux et entreprises commerciales dans la région.

Westminster mettra en place une académie de formation de la sûreté aérienne afin de fournir une formation certifiée au niveau international pour tout le person-

nel travaillant dans la sûreté aérienne, AVSEC, dans le pays. Cela garantira que le personnel de l'AVSEC du Congo soit parmi les mieux formés, motivés et appréciés dans toute la région.

Commentant ce contrat, le président-directeur général de Westminster, a eu ces mots : « Je suis ravi de pouvoir annoncer ce nouveau contrat important lors de la mission commerciale entre le Royaume-Uni et la RDC. » De poursuivre : « La République Démocratique du Congo est un partenaire clé pour nos services de sûreté aérienne internationale, et nous croyons que le pays a un potentiel de croissance important. Avec une superficie équivalente à celle de l'Europe de l'Ouest, il est le plus grand pays d'Afrique subsaharienne, le deuxième plus grand

de toute l'Afrique et le onzième plus grand au monde. C'est aussi le pays francophone le plus peuplé au monde. Le transport aérien est donc une exigence importante et nécessaire dans ce vaste pays. J'ai hâte de voir Westminster avoir une présence à long terme dans le pays et de jouer son rôle dans la croissance et la sûreté des nombreux aéroports du pays. » « Le gouvernement congolais et la RVA se sont engagés à créer des opérations aéroportuaires de rang mondial dans le pays, ce qui créera des avantages économiques pour le pays et ses citoyens » a, pour sa part, déclaré le président de la RVA-SA, le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba. « Nous avons été impressionnés par le professionnalisme et l'expertise démontrés par Westminster et

nous considérons des partenariats comme celui-ci avec des organisations mondiales de premier plan, comme un élément clé de cette stratégie », a-t-il renchéri.

Lord Popat, l'envoyé commercial du premier ministre britannique pour le Congo qui conduisait la mission commerciale du Royaume-Uni à Kinshasa, a ajouté : « Le Royaume-Uni souhaite développer le commerce bilatéral avec la République démocratique du Congo, et je suis ravi que nous ayons pu annoncer une attribution de contrat à long terme entre Westminster et la Régie des Voies Aériennes lors de cette mission commerciale britannique. C'est une indication claire que des opportunités d'affaires existent entre nos deux pays ».

ALUNGA MBUWA ■

L'UK-DRC vise à renforcer le partenariat

La mission commerciale du Royaume-Uni qui a séjourné la semaine dernière à Kinshasa visait à renforcer le partenariat entre le Royaume-Uni et le Congo, écrivent, dans une « Lettre d'opinion » distribuée la veille de cette visite, l'envoyé commercial du premier ministre britannique pour le Congo, Lord Popat, et le délégué commercial de Sa Majesté pour l'Afrique, John Humphrey.

Ci-après : Au cours des deux dernières années, nous avons assisté à un flux constant de visites gouvernementales entre le Royaume-Uni et la République démocratique du Congo. Ces visites ont été marquées par des discussions sur l'état actuel et de l'avenir de nos relations économiques. Le Royaume-Uni passe maintenant à l'étape suivante en créant des opportunités

concrètes de commerce et d'investissement entre nos deux pays. Cette semaine, le Royaume-Uni envoie sa plus grande mission commerciale en RDC de mémoire d'homme. Notre délégation d'entreprises couvre plusieurs secteurs à forte croissance, notamment les télécommunications, les services financiers, les mines, l'agriculture et les infrastructures. Cette mission commerciale symbolise bien plus qu'un simple échange avec des entreprises britanniques. C'est un pas vers un partenariat plus moderne qui crée des emplois, bénéficie aux communautés locales, et favorise le renforcement des liens diplomatiques entre le Royaume-Uni et la RDC. Elle fait suite au Forum sur le commerce et l'investissement en Afrique de l'Ouest et Afrique Central qui s'est tenu à Londres en octobre et auquel la RDC a envoyé la délégation la plus importante

de tous les pays de l'Afrique francophone. La RDC dispose d'un potentiel économique énorme et le Royaume-Uni s'est engagé à travailler avec la RDC pour contribuer à la réalisation de ce potentiel. Nous savons que la RDC possède les plus grandes richesses minérales d'Afrique. Toutefois, le nombre de grandes sociétés minières internationales opérant en RDC reste relativement faible. Nous savons également que la RDC possède plus de 80 millions d'hectares de terres arables, mais que moins de 10 % de ces terres sont actuellement exploitées. Son énergie hydroélectrique pourrait à elle seule générer 100 GW d'énergie, mais moins de 20 % de la population a accès à l'électricité. Le Royaume-Uni est le premier investisseur en Afrique, mais la RDC n'est que le 123e partenaire commercial du

Royaume-Uni. Ces chiffres mettent en évidence pourquoi nous accordons autant d'importance au développement de notre partenariat. Les entreprises britanniques font déjà partie de la vie quotidienne en RDC. Glencore extrait le cuivre et le cobalt utilisés dans vos téléphones portables, tandis que BBOX les garde complètement chargés. Vodacom fournit le réseau le plus populaire du pays pour vous aider à passer vos appels en utilisant des tours de transmission construites par Helios Towers. D'autres entreprises et organisations britanniques offrent des services essentiels pour faciliter l'entrée et la sortie des marchandises du pays, proposent des services de comptabilité, de conseil et d'autres services professionnels, et aident même à gérer les magnifiques parcs nationaux de la RDC. Cependant, ces entreprises ne sont pas épargnées des

défis de la RDC. Le nombre d'entreprises britanniques qui opèrent déjà en RDC n'est qu'une fraction du nombre de celles qui souhaiteraient le faire, mais les entreprises ont souvent du mal à naviguer le système en RDC. Cette visite sera l'occasion de discuter des défis pratiques à relever. L'offre du Royaume-Uni pour la RDC est évidente : La Ville de Londres, un secteur financier mondial avec des marchés de capitaux profonds qui facilitent la circulation de l'argent, régis par un cadre juridique qui exige une bonne gouvernance, des pratiques anti-corruption et le respect des droits de l'homme. Des institutions ayant des décennies d'expérience dans la création de marchés, l'exploration et le commerce : le London Metal Exchange, le British Geological Survey, et bien d'autres. L'expertise nécessaire pour aider des pays comme la RDC à de-

venir des économies prospères, vertes et résilientes pour l'avenir. Le gouvernement de la RDC fait preuve d'ambition en travaillant avec des partenaires pour développer des corridors économiques tels que Lobito pour améliorer les liens commerciaux de la RDC avec les communautés africaines et d'autres pays. Le développement du projet Grand Inga pourrait révolutionner le destin non seulement de la RDC mais aussi de ses pays voisins. Il serait bon de comprendre comment ces projets ambitieux sont soutenus par une vision claire de la croissance économique et de la prospérité, une vision qui permet aux habitants de la RDC de sortir de la pauvreté et qui, à son tour, encourage les investissements britanniques en RDC et les investissements du monde entier. La récente réélection du président Tshisekedi, qui a renouvelé son engagement

en faveur des réformes économiques, et la nomination de la première femme Premier ministre de la RDC, Judith Suminwa, marquent le début d'une ère d'ouverture et d'innovation. Cette semaine, nous rencontrerons le gouvernement de la RDC et nous soulignerons l'engagement sur l'établissement de partenariats modernes, gagnant-gagnant, fondés sur la compréhension et le respect mutuel. Les investisseurs britanniques représenteront des industries de pointe, des innovations financières et des technologies avancées. Nous ne pouvons tirer parti de cette expertise qu'en travaillant main dans la main avec nos partenaires congolais.

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Le chef-lieu du secteur de Kitoy reçoit deux forages d'eau potable

Un programme de Tryphon Kin-kiey Mulumba

Depuis que la cité de Kitoy existe, ce qui a été érigé, depuis l'administration coloniale, en chef-lieu du secteur du même nom, dans le territoire de Masimanimba, n'avait jamais vu l'eau jaillir à côté des habitations. Pour le grand bonheur d'un secteur peuplé d'un peu plus de 120.000 âmes, le rêve est désormais réalité. Un programme lancé en janvier 2023, réalisé dès le mois de juin par un notable de la contrée, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Tout commence par une énième visite du notable dans le secteur qui l'a vu naître. Le mardi 3 janvier 2023, Tryphon Kin-kiey Mulumba - né à Kindambi, dernier village que l'on rencontre sur la route à l'approche du chef-lieu du secteur de Kitoy en venant de Masimanimba - effectue une visite de sensibilisation et de mobilisation de la cité à l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs lancée le 24 décembre 2022 dans l'Aire Opérationnelle n°1 par la Commission Électorale Nationale Indépendante, CÉNI. Alors qu'il parcourt à pied le centre de la cité, l'immense foule qui le suit, comme d'habitude, derrière lui, scandant sans arrêt, le long du trajet et, avec harmonie, «masa», «masa», «masa», «masa». Ce mot finit par l'interpeller. Visite de routine certes pour le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba sauf que c'est la toute première fois depuis près de cinq ans - depuis la tenue des scrutins de décembre 2018 où il avait été directeur de campagne pour l'Espace Grand Bandundu du Candidat CACH



Chef de secteur de Kitoy, territoire de Masimanimba, Érasme Kisioko Ley lors de sa prise de parole. DR.

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo - que le président du Parti pour l'Action, P.A en sigle, revient sur ses terres. Secteur d'origine de sa mère où il a entrepris ses études primaires, Kitoy accueille le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba comme à chacun de ses passages : en triomphe, en chants et danses. Mais ce mardi 3 janvier 2023 ce ne fut jamais comme avant. Information prise, il s'agissait d'une demande d'eau potable. Masa», «masa», «masa», «masa» ? Au bout d'une trentaine de minutes de trouble dans une chanson qu'il entendait pour la première fois, le Professeur Kin-kiey Mulumba finit par demander à l'un de ses accompagnateurs ce que cela voulait dire exactement. Et si ce mot «Masa» portait un message subliminal. « Ils n'ont pas l'eau. Depuis qu'ils sont nés, ils doivent marcher des kilomètres à pied, avec des bidons ou des bassins, pour aller chercher un peu d'eau à une source desséchée au fond de la vallée. Ou ils doivent attendre qu'une pluie tombe pour se constituer

des stocks d'eau. C'est trop pénible. L'eau est une denrée rare ici. Clairement, ils réclament un forage d'eau potable à ériger ici à la cité... ».

« VOUS AIMEZ CETTE POPULATION ».

Une vie pénible en effet. Situation dramatique pour les médecins et les infirmiers qui œuvrent à l'hôpital et dans les centres de santé dont le travail est basé sur l'hygiène. Ne dit-on pas que « l'eau c'est la vie » ? En clair, pour vivre, l'homme peut manquer de tout sauf de l'eau. La question fut prise très au sérieux par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba appelé «Yha Khala/Bakala ya Ngolo» dans toute la contrée. Devant les bureaux de l'administration du secteur, devant le chef de secteur, devant les chefs coutumiers, s'adressant à la population après la visite, Kin-kiey a ces mots : « Mono me kuwa beno » («Je vous ai compris»). Oui, chères mamans, chers papas, chères sœurs, chers frères, chers oncles ; vous avez été très clairs. Oui, je vous ai entendus. Oui, je vous ai

compris. Vous avez dit que vous n'avez pas d'eau ici ; que vous voulez l'eau à la maison. L'eau c'est la vie. Et vous avez raison. Sans elle, personne ne peut être. Sans elle, vous ne pouvez pas faire pousser une fleur. Sans elle, aucun arbre ne peut pousser. Sans elle, maman ne peut préparer notre Madioku. Les nutritionnistes conseillent de boire plusieurs bouteilles d'eau par jour. L'eau c'est effectivement la vie. Le respect et la dignité commencent par l'eau. L'hôpital a besoin de l'eau, les écoles, etc. Je me charge de répondre à cette demande. Avec la grâce de Dieu, je saurai être à la hauteur... Croyez-moi ». Moins de deux mois plus tard, un chantier est ouvert en plein cœur de la cité, à côté du bureau de l'administration du secteur où, le 3 janvier 2023n Tryphon Kin-kiey Mulumba s'était adressé à la population.

Le jour de l'inauguration du premier forage d'eau potable, mercredi 14 juin, moins de six mois après cette promesse, ce fut un spectacle hallucinant. La population n'en revenait

pas. La vie à Kitoy venait de changer du tout au tout. Face aux médias, la population jure ; elle dit tout devoir au Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, «Yha Khala/Bakala ya Ngolo, le vrai fils de Masimanimba». Malgré les turpitudes techniques rencontrées dans ce premier projet et les différents vas-et-vient (groupe électrogène, citerne d'eau installés au départ par l'équipe des ingénieurs non compatibles au projet), tout a été restauré par une énième intervention de Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Mais voilà que lundi 8 avril 2024, la cité reçoit un deuxième forage d'eau inauguré le même jour par le même Tryphon Kin-kiey Mulumba devant l'Administrateur du territoire de Masimanimba, Émery Kanguma Hioka, qui a fait le déplacement à une heure de route du chef-lieu du territoire, en présence du chef de secteur Erasmé Kisioko Ley et du chef d'agence de la banque commerciale Rawbank, Augustin Babambe Kitumba. Devant les notabilités du secteur venue en masse et la popula-

tion en liesse. Avec des mots requis pour l'événement, le chef de secteur, l'administrateur du territoire, l'abbé de la paroisse, le chef d'agence, etc., ont célébré «la délivrance» permise par «le digne fils de la contrée, Tryphon Kin-kiey Mulumba» né à Kindambi, à deux kilomètres de là où son père Joseph Kinkiey surnommé Ngundu Koy ou Ngundu Sala Koy était un agent de la C.K.É, la Compagnie du Kasaï et de l'Équateur, compagnie belge des huileries.

Première banque commerciale du pays, Rawbank s'est installée à Masimanimba à la demande de Tryphon Kin-kiey Mulumba qui parvint à convaincre son Directeur général de l'époque, le Belge Thierry Taemans de venir y faire un tour et de voir de ses propres yeux les opportunités de la contrée. Que la Rawbank soit désormais installée dans la province du Kwilu (Kikwit, Bandundu ville, Masimanimba), c'est le fait d'un homme et d'un homme seul : Tryphon Kin-kiey Mulumba. Le gérant de l'agence

de Rawbank, Augustin Babambe Kitumba, n'a pas manqué de mots pour témoigner haut et fort, d'entrée de jeu et en fin de discours, de ce fait. « C'est un grand plaisir et un honneur pour nous de participer à cette cérémonie d'inauguration de cet ouvrage constitué d'un forage moderne d'eau potable, offert par Rawbank à la population de Kitoy, en réponse à l'appel lancé par Monsieur Tryphon Kin-kiey Mulumba (...) Nous remercions Monsieur Tryphon Kin-kiey Mulumba pour sa plaidoirie et le choix des lieux d'implantation de ce forage ». Ce fut peu avant le mot de bienvenue du chef de secteur. « Cette population vous dit grand merci pour avoir pensé encore à elle en mettant à sa disposition un deuxième forage d'eau potable à vos propres frais et grâce à vos relations personnelles. Ce qui prouve à suffisance combien vous l'aimez ». Puis : « Il y a eu des pleurs dans l'ensemble de mon secteur en particulier et du territoire de Masimanimba en général après la triste nouvelle d'annulation des élections du territoire de Masimanimba organisées par la CÉNI en 2023. Pourtant vous étiez réellement et massivement votés. Les mêmes électeurs attendent avec détermination votre réélection au mois de juillet au cas où la CÉNI respectait son nouveau calendrier. Que le Dieu de nos Ancêtres vous protège et bonne chance ». Après Kitoy, dans le cadre de son programme, deux autres sites - Masamuna dans Kinzenga et Kwaya, dans Mokamo - attendent Tryphon Kin-kiey Mulumba qui a dans ses mains d'autres sites.

KKMTRY ■

Depuis six ans à Masimanimba, Rawbank a distribué à ses clients plus de 1,5 million de \$US de crédit

Lors de la cérémonie officielle de l'inauguration du deuxième forage d'eau à la cité de Kitoy - le premier financé intégralement par le fils du coin, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, le deuxième construit à la demande de ce notable de la contrée à la direction générale de la Rawbank - cette banque commerciale, propriété de la famille Rawji a, en six ans d'existence, distribué 1,5 million de \$US à ses clients, a déclaré le Gérant de l'Agence Rawbank Masimanimba, Augustin Babambe Kitumba. À ce jour, a déclaré, le Gérant de l'Agence Rawbank, «plus de 1,5 million de \$US sont déjà accordés en termes de crédit». Ce chiffre, après six ans d'installation et d'implantation de cette banque dans le territoire - elle existe depuis 2018 - peut être interprété de diverses manières. Il reste que son importance dépend des réalités économiques du territoire. Augustin Babambe Kitumba ne s'est pas arrêté là. À l'occasion de l'inauguration d'un forage d'eau offert par la Rawbank à la population de Kitoy, le gérant de l'agence de Masimanimba a cité quelques réalisations entreprises dans le territoire de Masimanimba. «En six ans d'existence à Masimanimba, la Rawbank, à travers cette Agence, participe activement à l'émergence de l'économie de la province et contribue déjà à la construction d'une solution qui puisse répondre aux besoins des acteurs économiques, mais aussi, des populations habitant dans cette région». Ci-après : Mesdames et Messieurs ; Distingués Invités, en vos titres et qualités respectifs, Chers invités, C'est un grand plaisir et un honneur pour nous de participer à cette cérémonie



Augustin Babambe Kitumba, Gérant de l'Agence Rawbank Masimanimba, à Kitoy, lors de l'inauguration du forage d'eau. DR.

d'inauguration de cet ouvrage constitué d'un forage moderne d'eau potable, offert par Rawbank à la population de Kitoy, en réponse à l'appel lancé par Monsieur Tryphon Kin-kiey Mulumba. Le sixième objectif adopté par les Nations Unies vise un accès universel et

équitable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement d'ici 2030, ce qui explique le geste que nous posons ce jour qui s'inscrit également dans la stratégie complète de réduction de la pauvreté que Rawbank a choisi de mettre en œuvre avec pour objectif ultime l'amélioration

effective et durable des conditions de vie des populations en s'attaquant aux principales causes de la pauvreté. Parmi les causes de l'extrême pauvreté et de vulnérabilité des communautés se trouvent la difficulté d'accès à l'eau potable et aux services adéquats d'assainis-

sement, ainsi que la dégradation continue de l'environnement. Conscient de cette situation, la banque multiplie des efforts chaque année pour venir en aide aux couches les plus défavorisées. La construction du forage à Kitoy dans le territoire de Masimanimba est une parfaite illustration de la volonté politique de Rawbank d'offrir gratuitement de l'eau potable à tous les citoyens quel que soit l'endroit où ils se trouvent. Chers invités, depuis le lancement de ses activités en 2002, Rawbank déploie une démarche volontaire de responsabilité sociale qui implique l'intégration des enjeux sociaux, environnementaux et de gouvernance, ESG, dans l'ensemble de ses interactions avec ses parties prenantes. Notre rôle, en tant que banque de référence en République Démocratique du Congo, est clairement défini par notre vision : Être au service des Congolais en construisant un avenir meilleur et durable autour de trois axes prioritaires : le capital humain, l'efficacité opérationnelle et le développement durable. Mesdames et Messieurs, permettez-nous donc de vous dire qu'à travers l'ouverture de notre Agence de Masimanimba qui est à sixième année d'existence, Rawbank est aujourd'hui la seule banque implantée dans le territoire de Masimanimba dans lequel Kitoy est l'un des secteurs où nous venons déjà dans le cadre de la paie des agents et fonctionnaires de l'État. Notre agence dispose d'un personnel qualifié et un Distributeur Automatique des Billets en CDF et en \$US qui fonctionnent 7j/7, 24h/24. Nos marges de progression sont réelles grâce à tous nos collègues Rawbankers de l'Agence de Masimanimba qui nous accompagnent et que nous saluons chaleureusement. Permettez-nous de saisir de cette oppor-

tunité pour vous informer de quelques réalisations et dans le territoire de Masimanimba. En six ans d'existence à Masimanimba, la Rawbank, à travers cette Agence, participe activement à l'émergence de l'économie de la province et contribue déjà à la construction d'une solution qui puisse répondre aux besoins des acteurs économiques, mais aussi, des populations habitant dans cette région. Nous pouvons citer au nombre de ses réalisations : le recrutement/l'engagement des fils et filles de la région avec contrat de travail ; l'acquisition et l'aménagement de l'immeuble qui abrite l'agence ; la prise en charge des agents de l'État jadis payés manuellement, à travers l'ouverture des comptes ; l'exécution des transferts ou virements effectués par les opérateurs économiques ; la sensibilisation de la population à l'ouverture des comptes bancaires pour le placement des fonds jadis thésaurisés dans des maisons ; la possibilité donnée aux particuliers et aux entreprises d'accéder aux conditions favorables aux produits et services financiers utiles et adaptés à leurs besoins en vue d'aider les ménages et les entreprises à anticiper le financement des objectifs à long terme ou à faire face à des imprévus, à créer des entreprises ou développer leurs activités ; à ce jour plus de 1,5 millions de \$US sont déjà accordés en termes de crédit ; en partenariat avec les opérateurs Mobile Money, Rawbank a initié l'intégration des systèmes de paiement de sorte à permettre à ses clients d'effectuer en temps réel des transactions à partir de leurs comptes de monnaie électronique vers leurs comptes bancaires ouverts en les livres de Rawbank et vice versa. Nous ne pouvons clore notre propos sans remercier les autorités territoriales

et sectorielles qui fournissent des efforts inlassables non seulement d'accompagner mais aussi et surtout de sécuriser notre banque et l'ensemble de son personnel depuis son installation à Masimanimba. Nous remercions infiniment tous nos clients pour la confiance qu'ils nous témoignent au quotidien, qu'ils soient garantis que nous demeurons à leurs dispositions pour toutes préoccupations. À l'entreprise Merl Ingéniering, nous présentons nos sentiments de satisfactions du travail abattu. Nous remercions également Monsieur Tryphon Kin-kiey Mulumba pour sa plaidoirie et le choix des lieux d'implantation de ce forage. Enfin nous remercions l'abbé curé de la paroisse de Kitoy pour son engagement à assurer la gestion quotidienne en vue de pérenniser cet ouvrage d'intérêt public. C'est donc un honneur et un privilège pour nous de mettre à votre disposition cet ouvrage. À la population locale, ce forage est construit pour vous permettre de boire et d'utiliser de l'eau potable par tout Congolais qui aura la chance de passer par ici, nous vous prions d'en faire bon usage. La Direction Générale de Rawbank S.A. tient à vous rassurer de sa détermination à continuer à œuvrer pour l'épanouissement de la société congolaise. Nous ne saurions clore notre propos sans remercier tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la matérialisation de ce projet. Nous exhortons les uns et les autres à la sauvegarde des ressources naturelles pour les générations futures, passant par l'entretien et le bon usage de ce forage inauguré pour le bonheur de toute la population de Kitoy. Je vous remercie pour votre aimable attention.

Augustin Babambe Kitumba ■
Gérant d'Agence Rawbank Masimanimba.

Kitoy, déjà en juin 2023, un premier forage d'eau potable



Kitoy, lundi 8 avril 2024. Une partie de la foule lors de la cérémonie officielle d'inauguration du deuxième forage d'eau potable. Sollicité par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, cet ouvrage a été construit par la banque commerciale Rawbank dont une agence est installée à Masimanimba. DR.

Secteur d'origine de sa mère où il a entrepris ses études primaires, Kitoy accueillit le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba comme à chacun de ses passages. C'est-à-dire en triomphe, en chants et en danses mais ce mardi 3 janvier 2023 ce fut sans doute jamais comme avant. À la tête d'une foule énorme de jeunes, de personnes de tous âges, de tous sexes, il fit à pied, de part en part, le tour de la cité mais se surprit, au bout de quelques minutes, d'entendre un mot «Masa, Masa, Masa, Masa...», revenant avec récurrence, dans une chanson chantée par la foule marchant derrière lui.

Au bout d'une trentaine de minutes de réel trouble dans une chanson qu'il entendait pour la toute première fois, le Professeur finit par se décider de demander à l'un de ses accompagnateurs ce que voulait dire exactement. En clair, si ce mot portait un message subliminal... - « Ils n'ont pas d'eau. Depuis qu'ils sont nés, il leur faut marcher des kilomètres à

pied pour aller chercher avec un bidon ou un bassin un peu d'eau à une source desséchée bien loin au fond de la vallée. C'est trop pénible. L'eau est une denrée rare ici. Clairement, ils réclament un forage d'eau potable à ériger ici à la cité... ». Arrivé à la Place Centrale qui donne sur les bureaux du secteur où la foule s'était amassée et où il devait prendre la parole, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba comprit tout de suite qu'il n'avait aucun autre choix sinon celui de faire montre de responsabilité en répondant à cette demande de la population de Kitoy.

- « Oui, chères mamans, chers papas, chères sœurs, chers frères, chers oncles; vous avez été très clairs, dit-il aux habitants qui avaient marché avec lui. Oui, je vous ai entendus. Oui, je vous ai compris. Vous avez dit que vous n'avez pas d'eau ici ; que vous voulez l'eau à la maison. L'eau c'est la vie. Et vous avez raison. Sans elle, personne ne peut être. Sans elle, vous ne pouvez pas faire pousser une fleur. Sans elle, aucun arbre ne peut pousser. Sans elle, maman ne peut préparer notre Madioku.

Les nutritionnistes conseillent de boire plusieurs bouteilles d'eau par jour. L'eau c'est effectivement la vie. Le respect et la dignité commencent par l'eau. L'hôpital a besoin de l'eau, les écoles, etc. Je me charge de répondre à cette demande. Avec la grâce de Dieu, je saurai être à la hauteur... Croyez-moi ». Mercredi 14 juin, moins de six mois après cette promesse, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba remet pied sur la cité.

À la tête d'une importante délégation de son parti - le Parti pour l'Action, P.A - venue de Kinshasa depuis une semaine et qui séjournerait à la cité de Masimanimba, à deux heures de route de la cité de Kitoy, devant des cadres du P.A dont certains se trouvaient là la veille en équipe d'avance, devant l'autorité du territoire Émery Kanguma Hioka, devant des chefs des villages et des chefs de groupements, vêtus de leurs tenues traditionnelles, devant de nombreuses personnes dont certaines arrivées à pied des villages environnants pour voir et vivre de leurs propres yeux l'événement historique, le Professeur Tryphon Kin-kiey

Mulumba, un verre rempli d'une main de vin de palme, de l'autre, d'une noix de cola, comme c'est de tradition ici, dans une ambiance féérique, coupe le ruban symbolique et ouvre le premier des six robinets d'eau sortis d'un panneau de béton armé revêtu d'un beau carrelage multicolore.

« L'EAU A COULÉ, OUI OU NON ? »

Le médecin chef de secteur, le Dr David Kibabu atteste que l'eau est potable et qu'il l'avait examinée peu avant et avait pris goût depuis que le robinet boire régulièrement et, sur le coup, il en avale une gorgée devant la foule comme pour donner le go. S'ensuivent des discours : celui de l'Administrateur du territoire, puis du chef de secteur Dieudonné Mbakata, enfin, de l'entrepreneur Kiaya Katiété Nono au nom de l'ONGD FECO Sarl, qui, la veille, avait terminé la réalisation de l'ouvrage. Puis, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba toujours en compagnie de la foule de se diriger vers la Place Centrale pour s'adresser à la population, celle de Kitoy, celle de Masimanimba, celle

de Kwilu, celle du Grand Bandundu, celle du Congo. En français et dans deux des langues locales - le Kikongo et le Kimbala - qu'il maîtrise le mieux, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba raconte l'histoire de cette fontaine d'eau et de son réseau de distribution, l'un des deux premiers projets dont va se doter la cité de Kitoy. Il dit s'y être personnellement investi, avec en l'espèce des fonds propres pour faire face à une situation qu'il considérait comme d'extrême urgence. Il fallait d'abord lancer un appel d'offres, sélectionner un entrepreneur professionnel éprouvé, le recruter, discuter des conditions de travail, rédiger un contrat dans des termes consensuels, le signer, payer, commencer les travaux, les réaliser dans le délai...

«Même si je me trouvais à l'étranger, aux États-Unis d'Amérique et en Europe, je n'avais d'yeux et d'oreilles que sur Kitoy, dans Masimanimba, et sur ce projet. Nous avons discuté de tout par téléphone, par WhatsApp... En attendant de passer sur un autre secteur de notre territoire

où nous allons aller, où nous devons aller... », déclare le Président National Historique du Parti pour l'Action. Puis : « Depuis aujourd'hui, nous avons une eau, une eau si claire, une eau potable ; Kitoy dispose d'une eau potable qui coule en permanence ; que mêmes nous à Kinshasa, à Binza, dans la commune de Ngaliema, n'avons pas avec la Régideso. Cette eau vient de notre sol ; là où reposent nos Ancêtres. C'est une eau bénie... ». Puis : « À partir de maintenant, à partir de ce premier ouvrage, il nous faut inventer un système de gestion ; nous devons mettre en place, nous allons mettre en place un comité de gestion et de la meilleure gestion. De cet ouvrage doivent sortir d'autres ouvrages qui vont faire la fierté du siège des institutions de notre secteur. Il nous faut voir les exemples d'ailleurs... Si eux réussissent, nous devrions nous aussi réussir ». Finalement, que des chansons, que des danses, que des groupes des femmes, que des larmes de joie, que des témoignages ! Les témoignages ? Ils sont si nombreux. Ils viennent de partout,

de l'Administrateur du territoire, des chefs de groupements ou du chef du secteur, de la population elle-même, des jeunes, garçons et filles. La joie est à son comble...

L'un d'eux a ces mots : « Ce n'est pas à notre Excellence, à notre Honorable Kin-kiey de prendre la parole aujourd'hui. C'est à nous. Nous en savons plus pour témoigner à la face du monde ce qu'il a entrepris ici ». Deux autres femmes dont une jeune, l'une parle en Kiyanzi, l'autre en Kimbala s'attachent avec fierté les micros des journalistes : « Il aura des centaines de milliers de voix à Kitoy pour les services qu'il nous rend. Il n'existe à Kitoy, dans le Kwilu, dans le Grand Bandundu, aucun leader qui l'égale. Que le Bon Dieu le couvre de toutes ses grâces et qu'il continue à nous offrir tout ce qu'il fait à ce jour et de mieux en mieux... ». Même message depuis Kinshasa répété à l'envi par une adolescente arrivée de Kitoy et qui endurait ce calvaire. «Nous sommes sauvés», dit-elle sans arrêter.

T. MATOTU ■

Le Soft International n°1584 | lundi 19 juin 2023.

Guérir le Congo du mal zaïrois ou réinventer l'État congolais

Extrait du livre *Guérir le Congo du mal zaïrois*, Daniel Mukoko Samba, Paris, Academia L'Harmattan, juillet 2021, 372 pages.

(...) Parler d'un État développemental au Congo peut paraître utopique tant la structure étatique (...) apparaît comme étant située à des années lumière de ces États d'Asie du Sud-Est caractérisés par une forte coordination des politiques publiques assurée par des élites disciplinées et totalement engagées à la réussite des projets nationaux. Rappelons que voulant catégoriser les États sur une échelle linéaire, Evans (1995) avait identifié trois types : l'État prédateur, l'État intermédiaire et l'État développemental. Le Congo était le prototype de l'État prédateur tandis que la Corée du Sud était le prototype de l'État développemental. Passer d'un État prédateur à un État développemental est un véritable tour à 180 degrés. Je suis d'avis, avec Whitfield et Therkildsen (2011), qu'en matière de développementalisme, il ne sert à rien d'envisager de grandes stratégies. La formation d'un État est en effet un processus trop complexe qui ne se prête nullement à des schémas préétablis. Les *state-builders* l'ont appris à leurs dépens en Irak, en Afghanistan, et partout ailleurs où ils ont tenté de créer un nouvel État après une opération militaire. Au contraire, la formation d'un État ne peut se réaliser qu'à travers un processus de type *learning-by-doing*, le plus important étant de disposer de lignes directrices pour guider l'action. (...).

Le plus important, j'en suis convaincu, est de poser les ancrages critiques susceptibles de donner un sens réel à l'action publique. Car, le plus dramatique au Congo, c'est cette inefficacité quasi innée d'un État qui annonce des politiques, mais ne sait les réaliser, se rétracte ou tout simplement les oublie, puis élabore des plans qui ne sont jamais mis en œuvre, se replie dans un passé effacé tout en proclamant s'inscrire dans une révolution du futur et sans se donner les moyens de réaliser ce bond dans un futur différent, meilleur, et transformateur. Ces ancrages, il faut d'abord les créer dans l'administration territoriale, dans l'occupation et la transformation du territoire, puis dans les grandes orientations de la politique industrielle. Sans ces ancrages, tous les plans resteront des vœux pieux. (...)

Pour certains auteurs, notamment Englebert (2003), les élites congolaises et les acteurs externes se plaisent à mainte-



Le livre du professeur Daniel Mukoko Samba. DR.

nir l'État congolais dans une situation de faible capacité pour mieux exploiter les ressources du pays à leur profit tout en jouissant de la garantie qu'offre la reconnaissance de la souveraineté internationale du Congo. Cette thèse de la propension à la prédation perpétue l'idée que le Congo est un État illusoire qui aurait dû naturellement se désintégrer à cause de « l'hétérogénéité de ses populations, (...) [les] dislocations de l'occupation étrangère, (...) [les] rébellions muées, et (...) la dispersion géographique de ses ressources naturelles (Englebert 2003 : 63). Englebert rejoint Herbst et Mills en suggérant que la communauté internationale aurait intérêt à considérer d'autres options (notamment la partition du pays) plutôt que de maintenir le Congo dans ses contours géographiques actuels. Il estime aussi que le « nationalisme postcolonial » nourrit les tensions interethniques en renforçant les « micro identités ». Ces conclusions découlent d'une conception de l'État qui ne fait pas assez de place à l'évolution historique des institutions et à la dynamique des relations entre les élites et les masses. Je suis convaincu que l'affaiblissement de l'État congolais répond à une dynamique des forces diverses internes et externes. Les forces externes agissent à travers les décisions prises par des acteurs internationaux et qui ont un

impact sur le positionnement du Congo dans les chaînes des valeurs industrielles. Elles ont pris depuis plusieurs années des formes violentes, en maintenant une économie militarisée dans les zones minières et forestières le long de la frontière avec l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Sud-Soudan. Le pouvoir coutumier et le secteur informel constituent des forces internes qui réduisent le contrôle que l'État est censé exercer sur tout le territoire national de manière exclusive. La multiplicité institutionnelle, pour reprendre le terme de Hesselbein, est reconvenue dans le diagnostic le plus récent sur l'État congolais. (...) Dans cette sous-section, nous allons successivement montrer pourquoi et comment l'État congolais devrait d'abord être réinventé avant qu'il ne prétende jouer le rôle de l'agent de développement qui est naturellement attendu de lui. Cette réinvention doit permettre de restreindre l'étendue des pouvoirs alternatifs qui disputent à l'État son hégémonie et lui donner les moyens de transformer le territoire national. Notre démarche consiste donc à rechercher les canaux essentiels par lesquels les capacités de l'État peuvent être renforcées. (...). L'argument le plus couramment utilisé par les élites politiques congolaises pour justifier l'importance du pouvoir coutumier est la légitimité du pouvoir dont seraient déten-

teurs les chefs coutumiers. Ce pouvoir immatériel s'étend aux ressources foncières dont les chefs seraient les gardiens par tradition, ce qui leur confère un pouvoir consultatif sur toutes les matières de développement local. La constitution de 2006 a reconnu l'autorité coutumière dévolue conformément à la coutume locale (Article 207).

La constitution a également élevé le secteur et la chefferie au rang d'entité territoriale décentralisée (Article 3). La loi organique 08/016 du 7 octobre 2008 a fixé la composition, l'organisation et le fonctionnement des ETD. Elle a doté ces entités des conseils de secteur ou de chefferie dont les membres sont élus au suffrage universel direct. Les chefs de secteur sont élus au sein ou en dehors des conseils de secteur tandis que les chefs de chefferie sont désignés selon la coutume. Ces organes ont des attributions larges relativement aux matières de développement local. Notons que le secteur (la chefferie) est subdivisé(e) en groupements et le groupement en villages. Au sens de la loi 15/015 du 25 août 2015 fixant le statut des chefs coutumiers, ceux-ci sont désignés conformément à la coutume locale et président à la tête des chefferies, des groupements, et des villages.

Rappelons qu'à l'époque coloniale, l'administration formelle directe s'étendait aux agglomérations habitées par les populations européennes tandis que l'administration indirecte concernait les populations congolaises vivant dans les milieux coutumiers. L'hégémonie du pouvoir colonial sur le monde rural était assurée par des chefs coutumiers qui dépendaient totalement des fonctionnaires de l'État pour leur investiture. Le Commissaire de district avait le pouvoir de reconnaître l'existence d'une chefferie au terme d'une enquête menée par l'administrateur de territoire. Il avait aussi le pouvoir d'investir le chef. Ce droit de création a été dans plusieurs contrées utilisé abusivement pour diviser des communautés afin de mieux les contrôler. Le décret du 5 décembre 1933 avait sensiblement modifié le sens et l'organisation des circonscriptions indigènes devenues des entités d'auto-développement tandis que les secteurs créés par le même décret vont regrouper des entités coutumières jugées de faible importance pour prétendre au statut de circonscription autonome. En fait, le secteur pouvait être considéré comme un indicateur du degré d'intrusion de l'administration coloniale dans l'espace coutumier, comme le Centre extracoutumier l'était en milieu urbain. La volonté d'une plus

profonde intrusion était manifeste vers la fin de la période coloniale. De Clerck (2006 : 204) rapporte la détermination de l'administration coloniale, contre la volonté réelle ou affichée du ministre des Colonies, d'accélérer le regroupement des petites chefferies en secteurs. Le regroupement des petites chefferies en secteurs a causé beaucoup de mécontentement parmi les chefs qui perdaient leur statut de chef investi et leur traitement. Le processus de regroupement fut laborieux, mais en 1950 il n'y avait plus au Congo que 452 chefferies pour 509 secteurs. La création des secteurs constitue une intrusion importante de l'autorité coloniale dans l'organisation politique traditionnelle: c'est le commissaire de district qui crée le secteur regroupant les petites chefferies ; c'est lui qui en désigne le chef et nomme les notables qui composent le conseil de secteur. On est loin du respect intégral de l'organisation coutumière de la société indigène. Dans une note du 6 décembre 1951, le ministre a attiré l'attention de son administration sur « l'effacement (...) du régime légal de la chefferie indigène et de l'augmentation parallèle du nombre des secteurs ». Dans un pays où la ségrégation résidentielle était la norme, les Congolais ne pouvaient résider que soit dans les villages faisant partie des chefferies ou des secteurs, soit dans les centres extracoutumiers et, plus tard dans les cités indigènes qui étaient des agglomérations quasi urbaines formées près des agglomérations européennes et qui abritaient les Congolais employés dans l'administration publique et dans les entreprises européennes. Cette description reflète assez bien la dichotomie du célèbre ouvrage de Mamdani (2004), *Citoyen et Sujet*. Même si la décolonisation fait tomber les murs séparant les villes des blancs des cités des noirs ainsi que les restrictions qui pesaient sur les mouvements des paysans, l'organisation administrative qui avait pris sa forme définitive en 1933 est restée quasi immuable après 1960 excepté la brève période de deux ans entre 1975 et 1976, période pendant laquelle le Président Mobutu tenta d'embrigader les chefs coutumiers dans le but d'asseoir définitivement la primauté du Parti-État sur toutes les institutions. Il y a une rupture totale entre le cadre organique de l'administration territoriale et l'effectivité du pouvoir exercé par ces nombreux chefs coutumiers. Ceux-ci ne jouent plus de rôle actif dans la collecte des impôts et taxes ni encore moins dans d'autres tâches

(Suite en page 16).

Face à un problème d'administration territoriale

(Suite de la page 15).

administratives. Il y a donc une illusion d'encadrement administratif alors que dans la réalité, le pays est profondément sous-administré.

L'interaction entre le pouvoir d'État et le pouvoir traditionnel peut produire des résultats différents selon que les deux s'intègrent harmonieusement en étendant leur sphère d'influence, ou que le pouvoir d'État a tendance à éclipser le pouvoir traditionnel, ou encore que les deux pouvoirs s'évitent en faisant preuve de moins d'intégration possible (Nuesiri 2012). Le Botswana est le pays ayant réussi une intégration parfaite des deux pouvoirs (...). Ayant réglé ce problème tôt dans l'histoire du pays, le *BDF de Seretse Khama* a eu tout le loisir d'engager le Botswana dans un projet national dont les résultats sont salués aujourd'hui.

La littérature est pleine d'évidences de la relation déterminante entre la capacité de l'État et les institutions comprises ici au sens de North (1990) et Acemoglu et Robinson (2008), c'est-à-dire des règles non écrites, des normes endogènes intégrées dans les relations sociales et qui facilitent les relations entre l'État et la société. Ces normes définissent la légitimité de l'État qui elle, à son tour, nourrit la capacité de l'État. Si la légitimité de l'État est remise en cause à travers la distorsion de ces normes sociales, il devient illusoire de renforcer la capacité de l'État, quelles que soient les mesures de bonne gouvernance que l'on peut envisager. Au contraire, le déficit de légitimité conduit à des formes d'organisation néopatrimoniale du pouvoir d'État (Englebert 2000). Acemoglu, Johnson, et Robinson (2003) attribuent le succès du Botswana à la préservation et à l'adaptation des institutions précoloniales qui ont permis de régler au préalable et de manière définitive le problème de la légitimité.

À travers tout le territoire congolais, les diverses populations locales entretiennent encore le souvenir d'un passé supposé glorieux et dont la disparition est imputée au pouvoir colonial représenté dans l'imaginaire collectif par le pouvoir d'État actuel. À ce jour, le Congo compte 474 secteurs, 263 chefferies et 5375 groupements. On peut imaginer le nombre élevé des centres de décision d'un pouvoir coutumier éclaté et revendicatif de sa gloire perdue. C'est certainement pour cette raison que ces entités coutumières sont enclines à des conflits de pouvoir et/ou des conflits fonciers qui rendent leur participation aux efforts de développement peu probable. Conscient de l'instabilité qui règne dans la plupart de ces entités, le constituant de 2006 a dans le dernier alinéa de l'article 207 de la Constitution fait obligation au chef coutumier de promouvoir l'unité et la cohésion nationale.

Soucieux de prévenir les conflits, le législateur a reconstruit dans la loi 15/015 que le chef coutumier assure la pérennité des coutumes et la bonne marche de sa juridiction (Article 10) et l'a enjoint de veiller à la cohésion, à la solidarité et à la justice sociale dans sa juridiction; sauvegarder et faire respecter les valeurs traditionnelles morales, le patrimoine Culturel, les vestiges ancestraux dont les sites et lieux coutumiers sacrés; veiller, conformément à la Loi, à la protection des espaces fonciers qui relevant des terres des communautés locales; promouvoir les relations de bon voisinage avec les entités voisines. Mais, ces précautions légales sont insuffisantes pour atténuer le risque des conflits au sein des autorités coutumières. Il y a d'abord les conflits entre les autorités coutumières et les structures administratives établies. Ce type de conflit est plus fréquent là où les chefferies couvrent les mêmes étendues géographiques que le territoire (Mambi 2010) et ont souvent pour cause immédiate les tentatives de création des nouveaux secteurs. Il est compréhensible que la création des secteurs ne puisse pas emporter l'assentiment des chefs de chefferie qui voient dans ces initiatives une source de dilution de leur autorité. Même si le décret de 1933 avait supprimé les sous-chefferies, la pression démographique est, dans les zones de fort peuplement, à la base des demandes d'affranchissement coutumier. L'ingérence des autorités administratives dans les décisions d'affranchissement (synonymes de création de nouveaux groupements) et/ou d'investiture des chefs coutumiers dégenère le plus souvent en affrontements meurtriers. Le ressentiment et les frictions résultant de l'affranchissement de la lignée Bena Mwanza Mande Kanyuka de la lignée originelle de Bajila Kasanga sont l'une des causes lointaines du drame de Kamuina Nsapu qui a endeuillé la province du Kasai Central en 2017 (Congo Research Group 2018, Kabata 2018). Les conflits les plus courants sont toutefois ceux ayant trait aux questions foncières, de succession, de pouvoir, de délimitation des frontières entre entités coutumières, et de contestation de la légitimité traditionnelle. À la suite d'une série d'enquêtes menées dans le Bulega (Sud-Kivu), Mwilomwihi (2018 : 18) a identifié trois types de conflits majeurs au sein du pouvoir coutumier: « les conflits de succession au sein de la même famille régnaute; les conflits de pouvoir entre plusieurs lignages au sein d'une même entité; et la contestation du pouvoir d'un Chef par les personnes appartenant aux clans différents du clan régnaute.. Ces conflits affectent la totalité des quarante-et-un groupements du Bulega répartis en quatre chefferies. Bula-Bula (2014) a décrit

un conflit pour le contrôle du pouvoir coutumier opposant deux entités dirigées par des membres d'une même famille dans le territoire de Dibaya (Province du Kasai Central). Ce conflit qui a duré de 2008 à 2012 a opposé deux frères d'une même famille. Le pouvoir étant directement rattaché à la coutume, sa légitimité s'exprime par excellence par le droit foncier qui dans les terres appartenant aux collectivités rurales reste du ressort du droit coutumier. Dans le conflit décrit par Bula-Bula, deux vies humaines furent perdues et d'importants dégâts matériels furent enregistrés.

Dans tous les cas, quelle que soit la diversité des incidents plus ou moins violents signalés ici et là, le trait commun et dominant dans l'espace coutumier partout au Congo est la contradiction entre ce que Muchukiwa (2016) appelle le territoire ethnique et le territoire étatique. Au cœur de cette contradiction réside la reconnaissance du statut de primo-occupant. Dans un contexte de propriété collective des terres, cette contradiction prive les non primo-occupants de tout droit de propriété. Mais, cette conception est statique et fait référence à des temps perdus dans l'histoire. Entre-temps, la loi foncière de 1973 et le vide juridique qu'elle a créé en milieu rural a donné la possibilité à des individus, quels qu'ils soient d'user du droit de propriété. Les acquisitions réalisées sur la base de la loi de 1973 donnent souvent lieu à des conflits que les administrations locales et la justice ne savent toujours pas régler de manière efficace. La question de la concurrence pour l'antériorité de l'identité ethnique est générale à tout le pays même si elle se pose sous des formes différentes d'une région à l'autre. Elle donne lieu à un niveau de violence extrêmement faible dans la province du Kongo Central où elle ne se pose qu'au niveau des clans lignagers plutôt que de groupes ethniques. Elle est par contre beaucoup plus létale dans l'espace du Kivu.

Dans leur étude des conflits dans le Masisi (Nord Kivu), Mathieu et Mafkiri (1998) ont mis en évidence la cause lointaine du conflit séculaire entre les populations dites autochtones (hunde, nyanga, tembo) et les communautés rwandophones. Certains de ces groupes rwandophones étaient installés dans le Masisi bien avant la transplantation par le pouvoir colonial des populations rwandaises à partir de 1937. Soucieux de vivre dans une entité autonome, les premiers banyarwanda transplantés du Rwanda purent bénéficier de l'enclave de Gishari qui leur fut cédée par les chefs coutumiers hunde à la demande des autorités coloniales. Une chefferie autonome soustraite de l'autorité des chefs hunde fut créée en 1940. Cependant, le pouvoir colonial dut supprimer la chefferie

autonome de Gishari en 1957, rétablissant ainsi l'exercice du pouvoir par les chefs coutumiers hunde sur l'enclave, pour résoudre le conflit qui était né entre les banyarwanda et les hunde quand les premiers voulurent étendre les limites de la chefferie autonome. La relation conflictuelle entre les deux communautés a été par la suite renforcée par les tergiversations autour de la loi sur la nationalité. La loi 71-020 du 26 mars 1971 avait attribué la nationalité congolaise de manière collective à toutes les personnes originaires du Ruanda-Urundi et établies au Congo à la date du 30 juin 1960. Cette nationalisation collective fut abrogée l'année suivante par l'article 47 de la loi 72-002 du 5 janvier 1972. La loi de 1972 a adopté une position plus restrictive en matière de nationalité en posant les principes légaux qui sont restés d'application jusqu'à nos jours, entre autres, l'interdiction du cumul de plusieurs nationalités et la limitation des modes d'acquisition de la nationalité. Ces principes seront retenus dans la loi 81-002 du 29 juin 1981 qui, tout en abrogeant la loi de 1972, avait retenu en son article 4 qu'est zairois (...) à la date du 30 juin 1960, toute «personne dont un des ascendants est ou a été membre d'une des tribus établies sur le territoire de la République du Zaïre dans ses limites du 1er août 1885, telles que modifiées par les conventions subséquentes. Quant aux personnes originaires du Ruanda-Urundi, la loi disposait que les personnes qui étaient établies dans la province du Kivu avant le 1er janvier 1950 et qui avaient continué à résider depuis lors dans le pays jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi avaient acquis la nationalité à la date du 30 juin 1960. En définissant la nationalité en ces termes, la loi exacerbait la notion de primo-occupant, créant dans le chef des communautés banyarwanda une incertitude qu'ils avaient hâte d'éliminer. Les répercussions ne tardèrent pas (...). Devant cette situation explosive, la Conférence Nationale Souveraine (CNS) était, pour les communautés d'origine rwandaise, une opportunité de régler la question de la nationalité qui était essentielle pour elles. Cependant, l'Acte portant dispositions constitutionnelles relatives à la période de transition du 4 août 1992 avait maintenu la position restrictive de 1981 en matière de nationalité. N'ayant pas obtenu gain de cause par les négociations ouvertes au niveau national dans le cadre de la CNS, les leaders des groupes ethniques souffrant de ce préjudice vont recourir à des moyens violents dès que l'équilibre sociopolitique dans la région aura été perturbé par l'arrivée des réfugiés rwandais en 1994. Quand éclate la première guerre du Congo, «autochtones» et «allochtones» vont se livrer à la concurrence de nouvelles

alliances avec les groupes armés formés pour combattre le régime du Président Mobutu et avec les armées étrangères qui sont venues appuyer cette insurrection.

La concurrence pour l'antériorité n'est pas limitée aux confrontations entre autochtones et allochtones. On retrouve aussi des confrontations entre groupes autochtones. C'est le cas du conflit entre les Babembe et les Babuyu dans le territoire de Fizi. Il s'agit là de deux groupes établis depuis belle lurette sur les terres de ce qui deviendra le territoire de Fizi. Comme dans le cas des Batende et des Banunu à Yumbi (Mai-Ndombe), le conflit entre Babembe et Babuyu tourne souvent autour du droit de propriété foncière dans quelques contrées, plus particulièrement dans le secteur de Lulenge (Muchukiwa 2016). Dans le cas du secteur de Lulenge, celui-ci comprend cinq groupements (Basimimbi, Basimunyaka Sud, Basikasingo, Basombo, et Obekmu). Les Babuyu étant majoritaires dans le groupement de Basikasingo, ils y réclament le statut de primo-occupant, en plus du fait qu'ils nourrissent le projet de créer une entité homogène qui serait rattachée à d'autres entités des provinces voisines du Maniema, du Haut-Lomami et du Tanganyika habitées par les leurs.

Les faits décrits dans les lignes qui précèdent révèlent un véritable problème d'administration territoriale qui est assez largement documenté (Kabata 2018, Bula-Bula 2014, Mwilomwihi 2018, Mambi 2010). Comment en effet envisager dans ces conditions de conflictualité et de faible capacité dans les collectivités de base l'exécution par ou avec la collaboration des chefs coutumiers des tâches qui requièrent de l'expertise technique non disponible d'ailleurs dans les milieux coutumiers? Ces milieux ne sont en effet ni producteurs de savoirs susceptibles de contribuer à la construction, l'aménagement et l'entretien des voies d'intérêt local, les programmes d'assainissement, de vaccination et de promotion de la lutte contre le VIH/SIDA et les maladies endémiques, la construction et l'entretien des minicentrales pour la production de l'énergie électrique, pour ne citer que ces matières dévolues aux conseils de secteur ou de chefferie (Article 73 de la loi 08/016 du 7 octobre 2008). Le problème fondamental que pose le pouvoir coutumier est celui de la gouvernabilité des milieux ruraux. Ce problème prend plus d'ampleur dans une société profondément atomisée, intensément déstructurée, fortement déséquilibrée selon les mots de Bouvier (1967 : 435). Les communautés de base en milieu rural sont extrêmement segmentées même dans les zones où il a subsisté pendant assez longtemps des formes de centralisation du pouvoir traditionnel. (...).

En 2024, les dix meilleures berlines

Rêver de conduire une voiture de luxe, une voiture haut de gamme ? C'est le rêve d'une vie : défier les lois de la gravité au volant d'un véhicule qui respire la nouveauté et inspire le respect. Une voiture de luxe ? C'est ce que l'on demanderait si un génie vous offrait trois vœux. Pour quelle voiture opter ? Ferrari, Lamborghini, Rolls-Royce ou Porsche... Cabriolet, SUV de luxe ou bien coupé, le secteur se renouvelle avec pléthore de modèles à un rythme plus soutenu qu'une Bugatti sur circuit. Ci-après les meilleures voitures de luxe en 2024. Un top 10 à consommer sans modération, pour l'amour des voitures d'exception.



Ci-haut, Rolls-Royce Phantom, le luxe automobile ultime. Ci-bas, Bentley Flying Spur, qui ne déroge pas à la règle. DR. par l'Audi e-tron GT.

1. BMW i7, LA VOITURE DE LUXE DE 2024.

Opter pour l'i7 tout électrique est vraiment fantastique. Dans l'habitacle, cette voiture est bardée de technologies et regorge d'espace. La qualité des finitions répond à cette voiture de luxe. La liste des options de l'i7 est logiquement fournie. Elle comprend un système audio Bowers & Wilkins et des sièges inclinables de style lounge. Mais le clou du spectacle à l'intérieur : l'écran 8K de 31 pouces qui se replie depuis le toit derrière les sièges avant.

2. AUDI e-TRON GT, MEILLEURE DE LUXE.

Elle avait impressionné lors de ses débuts en 2022. Elle offre toujours un intérieur magnifique, sportif et confortable ainsi qu'une accélération à vous scotcher à vos sièges. Seul bémol, la capacité limitée du coffre et des options moins généreuses que ses concurrentes. Le comportement routier de ce véhicule de très haut de gamme est exemplaire. Les amateurs de véhicules sportifs devraient être séduits

3. RANGE ROVER SPORT, MEILLEUR SUV DE LUXE.

Le Range Rover Standard a été un pionnier sur le marché des SUV de luxe mais le Range Rover Sport 2024 ajoute un élément clé qui se fait plutôt rare dans cette catégorie : le facteur plaisir. Malgré sa masse de 2,3 tonnes, il propose une conduite vraiment dynamique. Ses capacités en termes de performances et de maniabilité sont remarquables. La direction est précise, la suspension pneumatique maintient le poids de la voiture sous contrôle dans les virages. Il s'agit probablement du meilleur SUV de luxe de l'année !

4. BENTLEY FLYING SPUR, LUXE BRITANNIQUE.

Bentley est synonyme de luxe et de performance. La Flying Spur, «petite» limousine à 4 portes de la marque britannique, ne déroge pas à la règle. Cette voiture de luxe propose au choix un moteur V6 hybride rechargeable, un V8 de 4,0



litres ou un moteur W12 de 6,0 litres. Cette Flying Spur offre le niveau de finition le plus élevé dans l'automobile.

5. BMW M2, LE LUXE SORT DE SA BOÎTE.

La BMW M2 2024 promet des performances exceptionnelles grâce à de la puissance à revendre et une suspension réglée de façon agressive. Le caractère compact de l'habitacle et son prix élevé sont ses seuls bémols. Un retour aux sources, en quelque sorte, alors que les véhicules de luxe de BMW ne cessent de

gagner en taille. C'est tout le contraire pour cette M2, qui n'est pas faite pour les claustrophobes. La BMW M2 M2 offre des performances globales supérieures grâce à un nouveau V6 en ligne biturbo de 453 chevaux.

6. MERCEDES CLASSE S 2024, LA VALEUR SÛRE.

La Mercedes Classe S est de longue date une valeur sûre sur le segment des voitures de luxe. C'est le maître choix pour les automobilistes à la recherche d'une expérience de silence et de raffinement impérial à bord. Sur

la route on a l'impression d'avancer en lévitation, même sur les bitumes en mauvais état. Vous remarquerez à peine l'enclenchement du système start/stop.

7. PORSCHE PANAMERA, DERNIER LIFTING.

La Panamera actuelle existe depuis 2016, mais le dernier lifting en date lui a permis d'en sortir toute rafraîchie. Comme la Porsche 911, la Panamera sait progresser sans brûler les étapes. Évolution plutôt que révolution est le maître mot. À chaque mouture la voiture de luxe

s'améliore tout en douceur. Pour la Porsche Panamera 2024, par exemple, les lignes ont été adoucies sans se départir du style de la 911. Le comportement routier du véhicule de luxe a été amélioré.

8. MASERATI GRANTURISMO, À L'ITALIENNE.

La Maserati GranTurismo est la voiture de sport italienne par excellence, aussi agréable à l'œil qu'au volant. Certaines de ses rivales offrent plus de performance pour le même prix. Mais il est difficile d'égaliser le style de

cette voiture de luxe italienne. La Maserati GranTurismo 2024 est sans conteste l'une des voitures haut de gamme les plus enivrantes du marché, avec ses courbes classiques de voiture de sport italienne et la puissance et le raffinement exigé par le conducteur de 2024. C'est le modèle idéal lorsqu'on cherche une voiture de luxe qui doit faire de la route en ayant des capacités supérieures à la moyenne.

9. MERCEDES EQE, VOITURE DE LUXE ÉLECTRIQUE.

La Mercedes EQE est fort semblable à la splendide EQS, la version électrique de la Classe S. Ce modèle bénéficie de niveaux similaires de luxe et d'innovation que sa sœur, mais dans un véhicule de luxe plus compact, mais aussi plus abordable.

Idéal pour bénéficier du confort royal de Mercedes. Sans surprise, ce véhicule de luxe électrique est bardé de technologies de confort et de sécurité.

10. ROLLS-ROYCE PHANTOM : LE LUXE AUTOMOBILE ULTIME.

Il ne fait aucun doute que la Phantom est une voiture incroyable. Après tout, s'il y a bien une marque qui est synonyme de voitures de luxe, c'est Rolls ! La Rolls-Royce Phantom est propulsée par un moteur essence V12 de 6,75 l. Il produit la bagatelle de 563 chevaux, pour un couple de 900 Nm. De quoi offrir une vitesse de pointe de 250 km/h. Le sprint 0 à 100 km/h est effectué en 5,3 secondes, malgré le poids du véhicule de luxe. Sur la route, la Phantom est divinement silencieuse et confortable, ce qui est tout sauf une surprise. Si vous avez le privilège de vous asseoir dans le siège du conducteur, vous profiterez de fonctionnalités qui feront que vous ne voudrez plus en sortir !

avec AGENCES ■



Que faire face à la guerre des écrans

A l'approche de la fête des amoureux, célébrée le 14 février, en France, l'entreprise de sex-toys Lelo a demandé à l'Ifop de questionner les Français sur leur sexualité. Une étude qui met en lumière une tendance intrigante. Plus d'un quart des 18-24 ans n'ont eu aucun rapport au cours de l'année écoulée. Un désintérêt pour le sexe qui a de multiples causes. Les Français font de moins en moins l'amour. C'est ce qu'affirme cette étude rendue publique lundi 12 février 2024. Ainsi, le nombre de personnes ayant eu un rapport au cours des 12 derniers mois n'a jamais été aussi faible en cinquante ans : 76% en moyenne, soit une baisse de 15 points par rapport à la dernière grande enquête sur les comportements des Français conduite en 2006. Une tendance à la baisse qui affecte autant les hommes (78%, contre 93% en 2006) que les femmes (74%, contre 89% en 2006). Voilà peut-être un début de réponse quant aux causes de la chute historique des naissances enregistrée en France en 2023. S'il faut bien



En France, plus d'un quart des jeunes de 18-24 ans n'ont pas eu un seul rapport au cours de l'année écoulée. DR.

sûr relativiser le lien entre sexualité et procréation dans un pays à forte prévalence contraceptive, cette question se pose néanmoins quand on voit par exemple que les États-Unis affiche des taux préoccupants en matière d'activité sexuelle comme de natalité. La France n'échapperait donc pas au phénomène de récession sexuelle («The Sex Recession») observé ces dernières

années - notamment chez les jeunes - dans différentes enquêtes menées au pays de l'Oncle Sam, mais aussi au Royaume-Uni ou en Finlande.

ÉCRANS INCRUSTÉS SOUS LA COUETTE.

Car c'est bien là que le bât blesse : cette récession concerne tout particulièrement les moins de 25 ans. Selon l'Ifop, plus d'un quart des jeunes

de 18-24 ans initiés sexuellement (c'est-à-dire ayant déjà couché avec un tiers ne serait-ce qu'une fois dans leur vie) admettent n'avoir eu aucun rapport sexuel au cours de l'année écoulée, soit cinq fois plus qu'en 2006. Cette tendance est là aussi très similaire à celle observée Outre-Atlantique : la General Social Survey montrant une explosion du nombre d'inactifs sexuels

au cours des douze derniers mois chez les jeunes de 18 à 29 ans en général (23% en 2018, contre 8% en 2008) et chez les hommes de 18-24 ans en particulier (31% en 2018, contre 19% en 2008). Et, Outre-Rhin, une étude a constaté la même augmentation de l'inactivité sexuelle chez les Allemands âgés de 18 à 30 ans. Les abstinentes depuis au moins un an ayant été multiplié par 3

entre 2005 (7,5%) et 2016 (20,3%). En outre, quand les Français se décident enfin à passer en position horizontale, ils ne sont plus que 43% à reconnaître avoir, en moyenne, un rapport sexuel par semaine, alors qu'ils étaient 58% en 2009. Et cet indicateur montre lui aussi que les jeunes ont une activité sexuelle relativement faible par rapport aux autres

générations : 52% seulement des jeunes (initiés) de moins de 25 ans ont en moyenne un rapport sexuel par semaine, ce qui est nettement en deçà des personnes âgées de 25 à 50 ans. Si les causes de cette récession sexuelle sont multiples (désintérêt de plus en plus marqué pour le sexe, valorisation de l'abstinence et de l'asexualité...), les loisirs numériques (TV, réseaux sociaux, jeux vidéo, porno en ligne...) sont en grande partie pointés du doigt et sont devenus des concurrents redoutables. De fait, lorsque l'Ifop interroge les jeunes de moins de 35 ans vivant en couple sous le même toit, la moitié des hommes (50%, contre 42% des femmes) reconnaissent avoir déjà évité un rapport sexuel pour regarder une série Netflix. Et on retrouve cette concurrence des écrans sur le sexe pour d'autres loisirs comme les jeux vidéo - préférés au sexe par 53% des hommes de moins de 35 ans vivant en couple - ou les réseaux sociaux de partage de photos ou de vidéos (préférés au sexe par 48% des hommes de moins de 35 ans vivant en couple).
VIRGINIE FAUROUX ■

Dopamine ou Ocytonine ?

Toucher, caresser, regarder... tels sont les maîtres-mots de la «karezza», une pratique sexuelle dans laquelle l'atteinte de l'orgasme n'est pas la priorité. De l'italien karezza», signifiant «caresses», cette méthode place au cœur de rapports sexuels les préliminaires comme les caresses, les baisers, les massages et les câlins. Alors qu'un orgasme stimule la dopamine, la molécule du plaisir, la «karezza» libère de

l'ocytocine, hormone de l'amour ou de l'attachement. «C'est un état d'esprit assez libre, affirme Julien Avrameas, sexologue et sexothérapeute. Les caresses ont des effets puissants et une vertu érotique insoupçonnée» et elles aident souvent à installer une forme de tension qui permet au couple de renforcer ses liens. L'objectif ? Prendre son temps lors de l'acte sexuel, contrôler l'orgasme pour faire durer le plaisir et en augmenter l'intensité, et ainsi être en communion avec son partenaire. La méthode permet de mobiliser tous les

sens et d'explorer de nouvelles sensations à travers différentes parties du corps. Cela consiste à s'attarder sur la tendresse et la douceur plus que sur la pénétration. «C'est quelque chose que certains couples font déjà naturellement, sans en donner un nom. Toute pratique qui a un nom va avoir l'avantage d'ouvrir le dialogue sur la sexualité, notamment sur le consentement et le respect, mais aussi de poser des règles dans la relation», assure le sexologue. Dans une société où tout est accéléré, faire l'amour peut parfois

devenir automatique, la karezza permet de (re)découvrir le corps de l'autre et de rapprocher les couples qui ont pris pour habitude d'automatiser le sexe.

COMMENT DONC Y ALLER ?

Pour profiter pleinement des bénéfices de cette méthode, il est recommandé de pratiquer la karezza avec un partenaire de confiance, et pas un amant de passage, afin que vous puissiez vous laisser aller au maximum. Vous devez absolument être tous les deux d'accord pour expérimenter cette pratique sexuelle. Il s'agit

tout de même de se retenir un minimum, alors autant s'accorder sur ce point. Vous devez ensuite établir des règles, en fonction des préférences de chacun : définir où vous souhaitez être caressé et les zones où vous ne voulez pas être touché. Une fois en place avec votre partenaire, il n'y a pas de recette miracle ! Les gestes sont simples. L'objectif est avant tout de partir à l'aventure pour découvrir les moindres recoins du corps de l'autre. L'important, finalement, c'est de vous connecter à l'autre et de vivre, intensément,

l'instant présent. Le tout, c'est de ne pas craquer, essayez de garder cette ambiance hors du temps pendant au moins vingt minutes pour réellement vous connecter à votre partenaire. Globalement, toutes les positions qui ressemblent de près ou de loin à la cuillère sont d'excellents points de départ. Mais, laissez place à votre imagination et à vos envies. Pour autant, il ne faut pas redouter l'orgasme lorsqu'on expérimente la karezza. Si ce n'est pas le but ultime, il peut tout de même survenir. Évidemment,

cette communion avec l'autre peut aboutir à un rapport sexuel, en pleine conscience. Cette méthode permet donc de s'affranchir de tous les diktats sexuels : elle mise sur la sensualité pour rentrer en osmose avec son partenaire. Une autre façon, donc, de penser le plaisir. Dans la même logique, il existe le «slow sex où le partenaire prend son temps dans la pénétration» et le tantrisme «qui, au terme d'un long processus de méditation, permet d'atteindre l'extase de l'esprit et du corps», conclut le sexologue.

Des duos emblématiques transformés en dualités au Sénégal

Bassirou Diomaye Faye, le nouveau président du Sénégal, a nommé son ami et leader politique Ousmane Sonko comme Premier ministre. Il s'inscrit dans une histoire de duos à la tête de l'État.

De l'indépendance du pays en 1960 à la nouvelle alternance politique de 2024, l'exécutif sénégalais aura été par moments incarné par de fortes personnalités, entre un chef de l'État ultra puissant tirant sa légitimité du suffrage universel et un premier ministre dont les prérogatives sont tirées de la Constitution.

L'histoire politique du Sénégal est en effet marquée par des duos emblématiques qui se sont transformées en dualités, le plus souvent au détriment du fonctionnement régulier des institutions.

Le binôme qui va diriger le Sénégal ces cinq prochaines années est pour le coup inédit, le premier ministre Ousmane Sonko étant également le leader du parti Pastef, dont le président nouvellement élu Bassirou Diomaye Faye est redevenu membre simple, après avoir démissionné de ses fonctions de Secrétaire général après son intronisation comme cinquième président de la République. De par son aura et du fait de son poids politique, Ousmane Sonko occupera une place essentielle au sein de l'exécutif sénégalais. En tant que chef du gouvernement, il sera le véritable chef d'orchestre du projet politique dont son parti le Pastef, est porteur.

C'est autour du slogan « Diomaye mooy Sonko » (« Diomaye, c'est Sonko ») que les deux hommes ont bâti leur campagne qui les a menés au sommet de l'État. De là à attirer toute la lumière sur lui jusqu'à éclipser le président élu Bassirou Diomaye Faye, nombre d'analystes redoutent un éventuel choc des ambitions qui pourrait avoir des répercussions négatives



Bassirou Diomaye Faye, le nouveau président du Sénégal (à g.), a nommé Premier ministre son ami et leader politique Ousmane Sonko (à dr.). Ce duo désormais à la tête du Sénégal, s'inscrit dans une histoire de duos.

sur l'État, même si les deux hommes ont systématiquement rejeté cette hypothèse. Par le passé, le Sénégal a connu des relations parfois tumultueuses entre les deux personnalités de l'Exécutif, aboutissant à des crises politiques graves.

DÉJÀ SOUS SENGHOR.

Léopold Sédar Senghor organise avec son ami Mamadou Dia la marche vers l'indépendance au sein du Bloc démocratique sénégalais fondé en octobre 1948, qui aboutit plus tard à la création d'un grand parti, l'UPS, Union progressiste sénégalaise fondée en 1958 après le ralliement du parti socialiste de Lamine Gueye. Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia sont les deux principaux dirigeants du parti et mènent ensemble la campagne pour l'accession à la souveraineté internationale. À l'indépendance en 1960, Sedar Senghor devient le président du pays tandis que Mamadou Dia est président du Conseil, l'équivalent d'un premier ministre. En vertu de la nouvelle Constitution qui institue un exécutif à deux têtes, le Président de la République est le chef de l'État. Il « assure la continuité de la République et le fonctionnement régulier de ses institutions » et le Président du Conseil « détermine et conduit la politique de la Nation

et dirige l'action du Gouvernement ». Dans ce système bicéphale, le président Senghor est davantage préoccupé par la politique extérieure tandis que le président du Conseil Mamadou Dia s'occupe de la politique intérieure. Les deux hommes connaissent de profonds désaccords. On assiste à une dégradation brutale des relations entre Mamadou Dia et Léopold Sédar Senghor. Le différend entre les deux têtes de l'État sénégalais atteint des proportions graves lorsque le lundi 17 décembre 1962, Mamadou Dia fait évacuer l'Assemblée nationale et déploie un cordon de gendarmerie autour du bâtiment afin d'empêcher le dépôt par les parlementaires d'une motion de censure contre son gouvernement. La motion de censure finit par être adoptée par les parlementaires au domicile du président de l'assemblée nationale d'alors Maître Lamine Gueye. Accusé d'avoir préparé un coup d'État, Mamadou Dia est arrêté le 18 décembre, condamné en 1963 à la déportation à perpétuité puis transféré à Kédougou (sud-est) avant d'être libéré douze ans plus tard, en 1974. Un projet de loi constitutionnel, prévoyant l'élimination du poste de premier ministre et l'instauration d'un régime présidentiel est ensuite adopté par

référendum le 3 mars 1963. En décembre de la même année, Senghor, seul candidat en lice est élu à la présidence. L'élection du président au suffrage universel a eu des répercussions déterminantes dans les rapports entre les deux têtes de l'exécutif. À partir de ce moment, la prééminence du chef de l'État est définitivement établie.

Entre le président Abdou Diouf et l'ex-Premier ministre Habib Thiam, c'est plus de cinquante années de compagnonnage et d'amitié. La relation entre les deux hommes débute à la fin des années 50 en France et traverse toutes les phases de la vie politique sénégalaise. Ami intime, proche et fidèle collaborateur de son ami de président, Habib Thiam a occupé la fonction de Premier ministre à deux reprises entre le 1er janvier 1981 et le 3 avril 1983 quand Abdou Diouf prit la succession de Léopold Sédar Senghor à la présidence, puis du 8 avril 1991 au 3 juillet 1998.

Il a joué un rôle important dans l'ascension de l'ex-chef de l'État depuis son poste de directeur de cabinet de Senghor jusqu'à la magistrature suprême. Le Premier ministre Habib Thiam fut pendant longtemps l'homme de confiance de l'ancien Président de la République. Toutefois, son compagnonnage avec Diouf n'aura pas été qu'un long fleuve tranquille. La relation entre les deux amis a été par moments mise à rude épreuve notamment à cause de divergences politiques. Habib Thiam, qui a toujours revendiqué sa liberté et son indépendance, s'est opposé aux dérives présidentielistes du régime et en a fait les frais. En 1983, Abdou Diouf décide de supprimer le poste de Premier ministre créé par Senghor en 1970.

Il annonce la nouvelle aux Sénégalais. Habib Thiam qui n'était pas averti du projet présidentiel fut le premier surpris par cette décision qu'il a vécue comme une trahison de la part de son ami de

président. Les relations entre les deux hommes vont prendre un coup de froid et le président n'avait d'autre choix que de trouver un point de chute à son ancien premier ministre et le plaçant comme président de l'Assemblée nationale à la faveur des élections législatives remportées par le Parti Socialiste en 1983. Le 7 avril 1991, il redevient Premier ministre pour aider le président Diouf alors englué dans une situation économique et politique délétère depuis 1988, à reprendre en main la situation. Il conservera son poste jusqu'au 3 juillet 1998, lorsque Mamadou Lamine Loum lui succèdera.

Les relations entre Abdoulaye Wade, président du Sénégal de 2000 à 2012 et Idrissa Seck, son Premier ministre de 2002 à 2004, ont été marquées par une lutte de pouvoir et une rivalité politique. Avant d'être nommé Premier ministre, Idrissa Seck a été son homme de confiance, occupant le poste de directeur de campagne du candidat Abdoulaye Wade pour la présidentielle de 1988, puis directeur de cabinet du président nouvellement élu de 2000 à 2002. Cependant, leur relation n'a pas résisté à l'exercice du pouvoir et s'est détériorée au fil du temps. Les principales questions politiques à l'origine des tensions entre Abdoulaye Wade et Idrissa Seck sont les soupçons de corruption, de détournement de fonds publics, les luttes de pouvoir et la rivalité politique.

Premier ministre et longtemps N° 2 du PDS, le Parti Démocratique Sénégalais, il entre en disgrâce au sein de sa propre formation politique avant d'être limogé de son poste de Premier ministre en 2004. L'ex-chef d'État accuse son ex-bras droit d'avoir détourné 44 milliards de FCFA dans le cadre du dossier dit des chantiers de Thiès, des fonds prévus pour les travaux de modernisation de Thiès, la deuxième ville sénégalaise, dont Idrissa

Seck était le maire à l'époque. « Il faut qu'il explique aux Sénégalais comment l'argent a été utilisé. Il n'y aura alors aucun problème », avait justifié à l'époque le président Wade. Idrissa Seck avait rétorqué que « jusqu'à l'extinction du soleil », aucun sou détourné ne pourrait lui être imputé.

UN PRÉJUGÉ FAVORABLE.

Arrêté et mis en prison en juillet 2005, Idrissa Seck bénéficiera d'un non-lieu et sera libéré le 7 février 2006. Malgré leurs divergences, Seck qui avouera plus tard avoir beaucoup d'affection pour Wade, a beaucoup en commun avec l'ex-président, ayant été ministre à deux reprises dans les gouvernements d'union nationale sous le règne du président Abdou Diouf et ayant été les principaux artisans de la première alternance politique au Sénégal en 2000.

Dans son programme de gouvernance présenté aux Sénégalais, le président Bassirou Diomaye Faye a promis une réforme des institutions afin de mettre fin à l'hyper-présidentialisme, c'est-à-dire la concentration des pouvoirs entre les mains du Président de la République. « L'hyper-présidentialisme avec comme corollaire une mainmise de l'exécutif sur le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire, est la principale tare de notre système politique. Nous avons assisté à une judiciarisation de l'espace politique par le Président de la République qui a fait de la justice un levier pour emprisonner et éliminer, ses opposants des joutes électorales. La justice qui devait être à l'avant-garde pour combattre la corruption, le détournement des deniers publics et le gaspillage de ressources de l'État est aujourd'hui manipulée à des fins politiques. L'Administration sénégalaise qui devait être exclusivement orientée vers la satisfaction des usagers est aujourd'hui gangrenée par le népotisme, un manque d'efficacité et une politisation à

outrance ». La nomination d'Ousmane Sonko comme Premier ministre va « tempérer les pouvoirs du président de la République, cette hyper-présidentialisation va être rationalisée de fait », selon Maurice Soudieck Dione, enseignant-chercheur en Science politique à l'UGB, l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. « Je pense qu'il faut avoir un a priori positif par rapport à ce qu'il n'y aura pas de dualité au sommet de l'État. Oui, il y a toujours des risques de dualité, mais ces risques de dualité peuvent être évités si chacun a une claire conscience de l'étendue de ses compétences et que s'il y a une concertation permanente entre les deux. Ce sont des compagnons politiques depuis une décennie au moins. Je pense que s'ils discutent régulièrement, s'ils se concertent et s'ils mettent en avant le projet en sachant clairement les compétences du Premier ministre et du président de la République, je pense qu'ils peuvent transcender ces contradictions qui ne peuvent manquer dans la conduite des affaires d'une nation. Donc, ici, on va certainement avoir une lecture parlementaire de la Constitution. Ça va de fait tempérer les pouvoirs du président de la République, cette hyper-présidentialisation va être rationalisée de fait, avec un Premier ministre qui, quoi qu'on puisse dire, a été la cheville ouvrière, l'élément catalyseur de cette victoire éclatante et de l'élection brillante du président Bassirou Diomaye Faye », estime M. Dione. « Je pense qu'il faut donner à ce duo un préjugé favorable au regard des actes qui ont été posés par Ousmane Sonko jusque là, et au regard aussi de la personnalité de Bassirou Diomaye Faye qui encore une fois est quelqu'un d'intelligent, de structuré, de pondéré et qui n'a pas un égo surdimensionné », a ajouté l'enseignant chercheur en Science politique.

avec AGENCES

L'Iran en colère répond à Israël



La tension entre Israël et l'Iran a atteint un niveau critique après le lancement d'attaques massives et inédites iraniennes sur le territoire israélien. DR.

L'Iran a commencé dès samedi à répondre à Israël. Le pays a lancé des drones et des missiles sur Israël - 300 projectiles au total - en réponse à l'attaque meurtrière menée début avril contre le consulat iranien à Damas, attribuée à Israël dont le gouvernement, pour protéger ses citoyens, a annoncé dimanche la décision drastique de fermer l'espace aérien du pays. Des compagnies aériennes avaient déjà arrêté le survol de la région et la communauté internationale se dit inquiète de l'escalade.

Le porte-parole de l'armée israélienne, le contre-amiral Daniel Hagari a confirmé qu'un tir de missile balistique avait touché la base aérienne de Nevatim, ne causant que « des dommages mineurs aux infrastructures ». Une jeune fille blessée dans l'attaque est actuellement en soins intensifs, selon cette source. De son côté, l'Iran a affirmé que cette base militaire était la cible qu'ils espéraient toucher en menant ces frappes. Mais au total, « l'attaque iranienne a été déjouée. Nous avons intercepté 99 % des tirs vers Israël », a déclaré Daniel Hagari dans une allocution télévisée, dimanche 14 avril. Aucun drone ni missile « n'a pénétré le territoire d'Israël » tandis que seuls quelques missiles balistiques « sont entrés et ont touché légèrement la base de Nevatim », a-t-il poursuivi. « La base est

toujours en activité et les pistes sont utilisées pour des atterrissages et des décollages ». « Avec les États-Unis et d'autres partenaires, nous avons réussi à défendre le territoire de l'État d'Israël, a abondé le ministre de la Défense israélien, Yoav Gallant, très peu de dégâts ont été causés, c'est le résultat des opérations remarquables des forces de défense israéliennes ». Après avoir rencontré des responsables de la défense israélienne, le ministre a rappelé que « la campagne n'est pas encore terminée ». Fermé dans la nuit de samedi à dimanche juste avant l'attaque iranienne, Israël a rouvert son espace aérien depuis 4 h 30' GMT, selon un communiqué de l'autorité aéroportuaire. « Conformément aux directives du dispositif sécuritaire, l'espace aérien israélien est rouvert depuis 7:30 du matin (4:30' GMT) et l'aéroport Ben Gourion est de nouveau opérationnel », détaille le communiqué. Le site de l'aéroport fait état de très importants retards tant au départ qu'à l'arrivée.

« **GRAVE ESCALADE** ». Les réactions ont été nombreuses, dans le monde entier. Plusieurs acteurs majeurs dans le monde, tel le président américain Joe Biden, ont exprimé leur préoccupation face à une possible escalation des tensions et à un embrasement régional au Moyen-Orient. Joe Biden qui avait annoncé imminente l'attaque de l'Iran, a « condamné ces attaques avec la plus grande fermeté », les qualifiant de « éhontées » et réaffirmant son soutien « iné-

branlable » à Israël. Les forces américaines ont contribué à abattre « presque tous » les projectiles iraniens, a-t-il dit dans un communiqué. Dès samedi soir, le président américain avait déclaré que les forces américaines avaient contribué à abattre « presque tous » les drones et missiles tirés par l'Iran sur Israël. « Sous mes instructions, pour soutenir la défense d'Israël, l'armée américaine a déplacé des avions et des destroyers de défense antimissile balistique dans la région au cours de la semaine dernière », a-t-il annoncé. « Grâce à ces déploiements et aux compétences extraordinaires de nos militaires, nous avons aidé Israël à détruire presque tous les drones et missiles entrants ». La défense antiaérienne des États-Unis a intercepté plusieurs drones tirés par l'Iran, ont rapporté les chaînes de télévision CNN et ABC, sans préciser le nombre d'engins abattus ni au-dessus de quels territoires ces opérations ont eu lieu. « La France dispose d'une très bonne technologie, d'avions, de radars - et je sais qu'ils ont contribué à patrouiller l'espace aérien » a précisé Daniel Hagari, porte-parole de l'armée israélienne, dans une allocution télévisée samedi soir, sans donner de détails précis quant à l'éventuelle participation d'avions français pour abattre des missiles lancés par l'Iran. Quelque 300 projectiles ont été lancés au cours de l'attaque, « mais il y avait une supériorité aérienne de Tsahal (l'armée israélienne, ndlr) en combinaison avec les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et

d'autres pays », a poursuivi le porte-parole. Questionné à ce sujet, le ministre français des Affaires étrangères s'est dit « pas en mesure de commenter ». La France a assuré « l'autodéfense » de ses bases au Proche-Orient au moment de l'attaque iranienne visant Israël, grâce à des « moyens » de protection antiaérienne, a indiqué dimanche une source militaire française. « Nous avons contribué à la surveillance et la protection des empreintes (bases, ndlr) sur lesquelles nous sommes déployés avec des moyens de défense », a déclaré samedi une source militaire française. Selon le général Jean-Paul Palomeros, ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air française et ancien commandant suprême de l'Otan, « la plus forte probabilité, c'est qu'effectivement, étant stationnés sur une base en Jordanie, des avions français aient été engagés contre les drones, en particulier pour protéger éventuellement la base en question. Et puis, sans doute, contribuer dans une sorte de coalition à protéger Israël. Le président s'était clairement expliqué là-dessus en disant qu'Israël devait être protégé et je pense que la France a dû jouer un rôle ». Présente sur plusieurs bases en Jordanie, aux Émirats arabes unis et en Irak, la France déploie régulièrement des moyens maritimes et aériens en Méditerranée orientale et autour de la mer Rouge. Emmanuel Macron a « condamné avec la plus grande fermeté l'attaque sans précédent lancée par l'Iran contre Israël » et appelé dimanche « à la retenue » sur son compte X.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
Radio Télé Action
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux.
Belgique. Trends. Trends, Tendances.
Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2024 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation
de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13
janvier 2008.

